



CTB

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET
DE L'ELEVAGE

PAIOSA

RAPPORT FINAL

**PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE LA
PROVINCE DE CIBITOKÉ (PADAP CIBITOKÉ)**

(BDI 08 051 11)



Table des matières

Acronymes	3
Fiche d'intervention	4
Appréciation générale	5
PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés	6
1 Appréciation de la stratégie d'intervention	6
1.1 Contexte	6
1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention	7
2 Résultats atteints	9
2.1 Matrice de monitoring	9
2.2 Analyse des résultats	14
2.2.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact (impact potentiel) ?	14
2.2.2 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ?	14
2.2.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ?	15
2.2.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?	24
2.2.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?	25
2.2.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs	27
2.2.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention	28
2.2.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?	29
3 Durabilité	31
3.1.1 Quelle est la viabilité économique et financière des résultats de l'intervention ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?	31
3.1.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?	31
3.1.3 Quels ont été le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?	32
3.1.4 Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle positivement contribué à la capacité institutionnelle et de gestion ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?	32
4 Apprentissage	33
4.1 Enseignements tirés	33
4.2 Recommandations	34
PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)	36
1 Suivi des décisions prises par la SMCL	36
2 Dépenses	38
3 Taux de décaissement de l'intervention	42
4 Personnel de l'intervention	43
5 Marchés publics	44
6 Accords d'exécution	48
7 Équipements	50
8 Cadre logique original tiré du DTF :	55
9 Matrice de monitoring complète	58
10 Outils et produits	63



Acronymes

ASCA	Agent Communautaire en Santé Animale
ADISCO	Association pour le développement Intégral et la Solidarité dans les Collines
AIV	Agent d'Intervention Vétérinaire
ARCANE	Projet d'Appui au Renforcement des Capacités des Acteurs Non-Etatiques
ARP	Austrian Relief Program
AT	Assistant Technique (du projet)
CAI	Centre d'Appui aux Initiatives
CAPAD	Confédération des Associations de Producteurs Agricoles
CDC	Centre de Développement Collinaire
CDF	Centre de Développement Familial
CEP	Champs Ecole Paysan
CFR	Centre de Formation Rurale
CNTA	Centre National des Techniques Agricoles
COSPEC	Coopérative Solidarité avec les Paysans pour l'épargne et le Crédit (de Cibitoke)
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CTB	Coopération Technique Belge
DCE	Délégation des Communautés Européennes
DGR	Direction générale du Génie Rural
DNA	Direction Nationale de l'Alphabétisation
DPAE	Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
DTF	Dossier Technique et Financier
FAO	Food and Agriculture Organisation
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
IFDC	International Fertilizer Development Center
IMF	Institution de Micro Finance
ISABU	Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
MANE	Maison de Acteurs Non Etatiques
MINAGRIE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisations Paysannes
PADAP	Projet D'Appui au Développement Agricole de la Province (de Cibitoke)
PAIVA-B	Projet d'Appui à l'Intensification et la Valorisation Agricole au Burundi
PRASAB	Projet de Réhabilitation et d'Appui au Secteur Agricole au Burundi
PRMP	Personne Responsable des Marchés Publics
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SAN	Nouvelle Stratégie Agricole Nationale
SMCL	Structure mixte de concertation locale
SRDI	Société Régionale de Développement de l'Imbo
UE	Union Européenne
UGP	Unité de Gestion du Projet

Fiche d'intervention

Nom de l'intervention	PADAP CIBITOKÉ
Code de l'intervention	BDI 08 051 11
Localisation	Burundi - Province de Cibitoke
Budget	CTB - 5.000.000 €
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
Date de démarrage de l'intervention/Ouverture du comité de pilotage	15 février 2010
Date de fin de la convention spécifique	15 décembre 2014
Groupes cibles	La Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage (service déconcentré du Ministère), les Organisations de Producteurs Agricoles et les Eleveurs
Impact	Contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations de la Province de Cibitoke par l'augmentation et la valorisation des productions agricoles et d'élevage
Outcome	Les productions agricoles de la Province de Cibitoke sont augmentées et valorisées
Outputs	1. La DPAE est renforcée pour remplir ses mandats régaliens et de services Publics
	2. Emergence d'une professionnalisation agricole
	3. Des initiatives économiques privées se développent au sein des chaînes de valeur
	4. Des infrastructures et aménagements publics / collectifs sont mis en place ou réhabilités, transférés aux usagers et en voie de viabilisation
Budget total de l'intervention	Contribution du Bailleur: 5.000.000 € Contribution du Partenaire: 850.000 €
Période couverte par le rapport	15 février 2010 - 30 avril 2016

Appréciation générale

Appréciation générale du Fonctionnaire d'exécution National (DPAE Cibitoke)	Appréciation générale du fonctionnaire d'exécution CTB (Delco Projet)
<p>Le Projet d'Appui au Développement Agricole de la province de Cibitoke a permis de poser les bases pour répondre aux besoins fondamentaux des familles rurales vivant de l'Agriculture et de l'Elevage en Province Cibitoke.</p> <p>Le passage du PADAP Cibitoke à l'antenne Imbo du PAIOSA formalisée par la SMCL du 13 février 2013 a permis de manière rapide et efficace pour les composantes 2 et 3 de mettre en œuvre des activités adaptées relatives à l'émergence d'une professionnalisation agricole par l'appui au renforcement des Organisations Paysannes notamment ainsi qu'au développement d'initiatives au sein des chaînes de valeur par l'approche FIF (permettant aux producteurs d'avoir accès à des hangars et des matériels de transformation) ainsi qu'au développement de l'approche CEP (Champs école paysans) qui permet au maximum de producteurs de se former aux meilleures techniques agricoles.</p> <p>La composante 4 a vu la construction de la prise unique destinée à l'irrigation de 3.000 ha en communes de Rugombo et Buganda. Concernant le soft, les TdR sont prêts pour une étude sur la gestion des infrastructures et de l'eau.</p> <p>La mise en œuvre de la composante 1 a permis à la DPAE jusque fin octobre 2015 de disposer de tous les moyens nécessaires en terme de déplacement, de bâtiments réhabilités ou construits, de matériel bureautique et informatique, communication de contractualisation pour les cadres, mais depuis le 1er novembre 2015, toutes les appuis relatifs au fonctionnement ont été suspendus (suite à la dégradation des relations avec la Belgique). Cette situation a fortement perturbé le partenariat efficace qui prévalait jusqu'à cette date, et la DPAE Cibitoke le déplore.</p>	<p>Les interventions relatives au renforcement de la DPAE pour remplir ses mandats régaliens et de service publics se sont déroulées de manière satisfaisante (mise à disposition de moyens de fonctionnement pour la DPAE, amélioration des capacités de la DPAE, diagnostic de la DPAE).</p> <p>Les interventions relatives à l'émergence d'une professionnalisation agricole se sont limitées à l'alphabétisation de 12.000 personnes, une timide tentative de structuration des acteurs dont le comportement est resté attentiste et opportuniste le plus souvent.</p> <p>Les interventions relatives au développement d'initiatives au sein des chaînes de valeur ont connu un succès mitigé; les CAI n'ont pas été acceptés, les appuis à la construction de hangars et à la fourniture de décortiqueuses ont connu un succès certain, les IMF n'ont pas été perçus favorablement par les OP. Les IMF elles mêmes n'ont montré que peu d'intérêt à travailler avec les OP.</p> <p>Les interventions relatives au transfert d'infrastructures publiques aux usagers ont été bien perçues à travers les actions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etudes APS pour l'aménagement de 3.000 ha de réseau d'irrigation • APS, APD et DAO pour une nouvelle prise unique, interventions d'urgence sur le réseau pour le maintien de son fonctionnement • Construction d'une nouvelle prise pour l'irrigation d'une superficie d'environ 3.000 ha • Production de plus de 1,5 millions de plants forestiers par an • Réhabilitation de 9 centres vétérinaires et 3 centres semenciers
Notez votre appréciation générale de l'intervention ¹:	Notez votre appréciation générale de l'intervention ²:
Satisfaisant	Satisfaisant sur l'ensemble de l'intervention
Fonctionnaire exécution nationale ³	Fonctionnaire exécution CTB ⁴
Prosper BARAKAMFITIYE 	Henri GOURGUE 

PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés

1 Appréciation de la stratégie d'intervention

1.1 Contexte

D'une Manière générale

Le contexte électoral durant les mois de juin à septembre 2010 a eu des conséquences sur la disponibilité des partenaires (DPAE et ses chefs de service).

Des périodes d'insécurité ont été à déplorer durant toute l'année 2011 ainsi qu'en 2014 et 2015.

Le Projet a connu 3 Directeurs d'intervention; à chaque changement, une période d'adaptation, de remise reprise a eu des conséquences sur le bon avancement des activités.

Toutes les aides destinées à la Province de Cibitoke au cours des années précédant le démarrage PADAP étaient des aides d'urgence; Les Organisations Paysannes et les producteurs en général ont eu besoin de temps pour accepter le concept "développement économique durable".

Dans un contexte institutionnel

L'ancrage institutionnel à la DPAE était approprié, celui prévu initialement dans le cadre des composantes 2 et 3 (émergence agricole et appui aux initiatives économiques privées) était peu approprié. Celui relatif au transfert d'aménagements publics aux usagers était et reste approprié.

En termes de modalités d'exécution

Le PADAP fait l'expérience heureuse de se faire appuyer par un partenaire (CAPAD) pour mieux réaliser le renforcement des OP et des ATN et assurer ainsi un meilleur suivi sur le terrain.

En termes de dynamique "HARMO"

La proximité de Bujumbura a pour conséquence que tous les intervenants dans le domaine sont basés à Bujumbura. Les conséquences sont les suivantes :

- Peu de possibilités d'échanger (DPAE avec les partenaires) sur place à Cibitoke
- De plus le DPAE est invité à se déplacer à Bujumbura pour travailler avec ces collaborateurs

En général : les partenaires, sous pression des objectifs qu'ils ont à atteindre ne sont pas suffisamment disponibles pour qu'une réelle concertation soit effective.

1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

PREVU (DTF)	REALISE
Résultat 1. La DPAE est renforcée pour remplir ses mandats régaliens	
<p>La DPAE sera dotée des équipements et moyens de fonctionnement nécessaires à l'exercice de ses missions. Ses capacités à réaliser les missions et mandats définis par la SAN seront renforcées. Le projet accompagnera le processus de transfert des fonctions productives et commerciales (centres semenciers, approvisionnement en intrants,...) vers des acteurs privés ou para publics.</p>	<p>Le PADAP Cibitoke a participé au renforcement de la DPAE pour remplir ses fonctions régaliennes par les actions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation et construction de bâtiments de la DPAE - Installation et fonctionnement d'un groupe électrogène - Fourniture de matériel bureautique et informatique - Fourniture et fonctionnement matériel roulant - Accès à la téléphonie mobil et à internet <p>Le PADAP Cibitoke a financé la réhabilitation de 3 centres semenciers), Les centres semenciers de Mirudi et Karurama ont été transférés à des associations de producteurs, celui de Mparambo est toujours géré par la DPAE</p> <p>Dans le DTF, le budget prévu pour les études et la remise en état du réseau était de 500.000 €. Le Diagnostic, les études APS sur 3.000 ha, les études, APS, APD et DAO de la prise ont coûté plus que le budget prévu.</p> <p>Lors la SMCL PADAP - PAIOSA de début 2013, Il a été décidé de transférer les budgets restants des composantes 2 et 3 à la composante 1 de manière à financer la construction de la prise (à hauteur de plus de 1.600.000 €)</p>
Résultat 2. Emergence d'une professionnalisation agricole.	
<p>Le projet facilitera la mise en place de services d'appui adaptés aux différents niveaux de développement des Organisations Paysannes : alphabétisation fonctionnelle, conseil organisationnel et institutionnel ou élaboration de plans d'affaires pour permettre l'intégration des OP les plus avancées au sein de chaînes de valeur</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Alphabétisation fonctionnelle des adultes: 8.000 apprenants alphabétisés dans le cadre d'une convention avec la Direction Nationale de l'Alphabétisation - Dans le cadre du renforcement des OPA, 600 OP ont été identifiées dont la grosse majorité a montré une attitude "attentiste" ; 69 d'entre elles ont été retenues pour faire l'objet d'un renforcement de capacités avec l'appui du PADAP - Le dossier Technique de travaux de construction d'une salle de réunion pour les OP du réseau d'irrigation est finalisé et disponible <p>Dans le cadre de la SMCL du 12 février 2013 relative au passage PADAP - PAIOSA, il a été décidé de transférer le solde du résultat 2 (environ 300.000 €) à la composante 4 pour financer les travaux de construction de la prise Nyamagana.</p> <p>Les activités prévues dans le cadre du présent résultat sont confiées au volet VDEVA du PAIOSA et à réaliser sur financement PAIOSA.</p>
Résultat 3. Des initiatives se développent au sein des chaînes de valeur.	
<p>Le PADAP facilitera la mise en place de partenariats d'affaires OP – entrepreneurs privés et encouragera les mécanismes de concertation dans les filières. Des Centres d'Appuis aux Initiatives (CAI) seront mis en place pour appuyer la mise en place de micro-projets au sein des filières. Ces initiatives économiques seront appuyées au travers de plusieurs fonds : fonds d'investissement, fonds de formation et d'accompagnement, fonds d'études. Le développement des institutions de micro-finance dans la province sera également accompagné. Cet appui aux micro-entrepreneurs opérant dans les filières permettra d'accroître le réseau de boutiques d'intrants agricoles, de producteurs de semences ou encore de petites unités de transformation</p>	<p>Décision de réorienter l'installation des Centres d'Appui aux Initiatives (CAI) vers l'appui aux OPA.,</p> <p>Dans le cadre de l'appui à apporter aux initiatives économiques, le PADAP est intervenu dans les filières suivantes:</p> <p>THE: appui à la Fédération des théiculteurs du complexe de Buhoro</p> <p>BANANE: dans le cadre d'une convention avec ADISCO et CIALCA, Mis en en place de 20 champs mères avec plus de 24.000 plants issus de la culture in-vitro</p> <p>RIZ: introduction de la petite mécanisation (motoculteurs) et de la mise en pratique de la technique UDP (engrais en briquettes). Accord de Financement (FIF) pour la construction de 3 hangars et fourniture d'une décortiqueuse.</p> <p>LAIT: Identification, estimation besoins de 3 associations</p> <p>MAÏS: Identification et estimation des besoins de 20 associations</p> <p>TOMATE: Renforcement des capacités de l'association coopérative "ITEKA KURIBOSE" : identification de leurs besoins, appui du PADAP en engrais et produits phytosanitaires</p>

	<p>Dans le cadre de l'amélioration des produits financiers:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification des IMF présentes dans la Province de Cibitoke - Etude sur la micro-finance en province Cibitoke. - Appui à l'IMF "COOSPEC" de Cibitoke (matériel informatique et formation des agents de crédit) <p>Dans le cadre de la SMCL du 12 février 2013 relative au passage PADAP - PAIOSA, il a été décidé de transférer le solde des résultats 3 (soit environ 750.000 €) à la composante 4 pour financer les travaux de construction de la prise Nyamagana.</p> <p>Les activités prévues dans le cadre du présent résultat sont confiées au volet VDEVA du PAIOSA (sous forme notamment des FIF) et à réaliser sur financement PAIOSA.</p>
<p>Résultat 4. Des infrastructures publiques sont transférées aux usagers.</p>	
<p>Les acteurs locaux seront accompagnés pour clarifier leurs rôles et responsabilités dans la gestion des infrastructures appartenant à la collectivité. Ensuite, le projet entend promouvoir une action de réhabilitation / extension des périmètres irrigués de l'Imbo, des centres semenciers ou encore des infrastructures vétérinaires. Le projet comporte un important volet d'aménagement des bassins versants et la mise en place de dispositifs anti-érosifs, avec la création d'emplois saisonniers</p>	<p>Accompagnement des acteurs locaux pour gérer l'eau et les infrastructures du réseau:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude sur la concertation entre les acteurs finalisée - Identification et situation de 3300 familles d'irrigants sur le réseau (Collectif CACERISE) - Un DAO relatif à une consultance sur la gestion de l'eau (initié sur PADAP) est prêt à être lancé. <p>Dans le cadre de la réhabilitation / extension des périmètres irrigués de l'Imbo:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudes pour la réhabilitation du réseau finalisées sur - Construction d'une nouvelle prise pour l'irrigation d'une superficie d'environ 3.000 ha - Réhabilitation de 2 canaux et de 2 prises - Curage annuel et remise au gabarit de 70 kms de canaux primaires <p>Réhabilitation infrastructures publiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation de 9 centres vétérinaires et 3 centres semenciers <p>Aménagement des bassins versants et lutte contre l'érosion:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Production de plus de 1,5 millions de plants forestiers/an - initiation à la gestion mixte des boisements communaux <p>Dans le cadre de la SMCL du 12 février 2013 relative au passage PADAP - PAIOSA, décision de transférer le solde des résultats 2 et 3 (environ 1.050.000 €) à la composante 4 pour financer les travaux de construction de la prise Nyamagana.</p>

Pour finaliser la construction de la prise unique sur la rivière Nyamagana, il a été décidé lors de la dernière SMCL PADAP (début 2013) de passer de l'approche projet à l'approche programme (le PADAP Cibitoke devient l'antenne IMBO du PAIOSA), d'affecter les budgets restants des résultats 2 et 3 au résultat 4 (voir Document de cette SMCL en annexe 1; et en annexe 2, la modification budgétaire qui en fait partie intégrante).

Le passage de l'approche projet (PADAP Cibitoke) à l'approche programme (PAIOSA) s'est traduit par la transformation du PADAP Cibitoke en antenne IMBO du PAIOSA. Toutes les activités liées à l'appui aux OP, aux appuis aux initiatives (hangars, décortiqueuses, moulins,...), à la mise en place de champs écoles paysans sont prises en charge par l'antenne IMBO du PAIOSA.

Dans le présent rapport:

- Les activités relatives aux Résultats 1 et 4 couvrent la période février 2010 - avril 2016.
- Les activités relatives aux Résultats 2 et 3 couvrent la période février 2010 - février 2013.
- Les engagements / décaissements couvrent la période février 2010 - avril 2016

2 Résultats atteints

2.1 Matrice de monitoring

Suite aux décisions prises par la SMCL du 12 février 2013 dans le cadre du changement de statut du PADAP Cibitoke en Antenne Imbo du PAIOSA, la matrice de monitoring a été adaptée pour s'aligner sur la matrice de monitoring du PAIOSA. Les composantes 2 et 3 présentes dans la matrice ci-dessous s'intéressent aux réalisations jusqu'en 2012, avant leur transfert au volet VDEVA / PAIOSA.

Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Situation / réalisé 2012	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
IMPACT : Contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations de la Province de Cibitoke par l'augmentation et la valorisation des productions agricoles et d'élevage					
Taux d'insécurité alimentaire dans la province Cibitoke	NA	37,6 % dont ménages dirigés par : Ho : 34,8 % Fe : 44,6 %	31,6 %	31,2 % dont ménages dirigés par : Ho : 29,6 % Fe : 35,6 %	Source : enquêtes de référence PAIOSA 2012 et 2016 Toutes les productions ont progressé de manière significative entre 2012 et 2015
Proportion de ménages qui estiment que leurs revenus ont augmenté depuis la mise en œuvre du programme dans la province de Cibitoke	NA	63,0 % dont ménages dirigés par : Ho : 70,5 % Fe : 45,1 %	100 %	41,0 % dont ménages dirigés par : Ho : 42,3 % Fe : 37,3 %	Source : enquêtes de référence PAIOSA 2012 et 2016 Principalement les ménages qui travaillent sur le réseau d'irrigation
Indice de satisfaction des membres des OP pour les services rendus par leurs OP	NA	64,7 %	70,7 %	80,5 %	Source : enquêtes de référence PAIOSA 2012 et 2016. Indice de satisfaction = proportion de ménages « Satisfait / S » + « Très satisfait / TS » en % Les membres concernés sont essentiellement des paysans appartenant à des OP des filières riz et maïs.
OUTCOME : Les productions agricoles de la Province de Cibitoke sont augmentées et valorisées					
Taux annuel d'augmentation de la production agricole et animale dans la province Cibitoke	NA	NA	10 %	Vivrier = 12,6 % Légumes = 15,6 %	Estimations DPAE Cibitoke basées sur l'évolution des productions annuelles entre 2012 et 2015 (vivrier : maïs + haricot + manioc + banane + riz ; légumes : tomate + oignon + aubergine) Les interventions sur le réseau d'irrigation en vue de le maintenir fonctionnel se sont avérées payantes vu l'augmentation des productions, surtout de riz et de légumes (en saison sèche)
Proportion d'entrepreneurs ou d'OP agricoles ou para-agricoles dont le chiffre d'affaire augmente	NA	46,2 %	56,2 %	82,8 %	Source : enquêtes de référence PAIOSA 2012 et 2016
OUTPUT 1 : La DPAE est renforcée pour remplir ses mandats régaliens et de services publics					
Degré d'efficacité de la DPAE à assurer ses fonctions régaliennes	NA	NA	100 %	95 %	
Proportion de techniciens / agents DPAE dotés de moyens de	NA	82,7 % dotés de	100 %	90 %	Le Directeur et ses 6 chefs de services, 22 techniciens communaux et 132 moniteurs

Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Situation / réalisé 2012	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
déplacement et informatiques pour remplir leurs missions		moyens de déplacement 88,9 % dotés de moyens informatiques			agricoles disposent de moyens de déplacement et sont sur le terrain
Budget de fonctionnement disponible / consommé par la DPAAE	NA	46.624 € consommé par la DPAAE	NA	108.600 € (Cib) 21.400 € (Bub)	Pour les années 2011 et 2012: 46.624 € consommés par DPAAE Cibitoke Pour les années 2013 à 2015: 108.600 € consommés par DPAAE Cibitoke et 21.400 € consommés par DPAAE Bubanza Soit un total pour les 2 DPAAE de 2011 à 2015 inclus: 176.624 € La cible finale n'étant pas un budget disponible mais plutôt que tous les moyens nécessaires soient disponibles. Ce qui a été le cas
Degré d'efficacité de la DPAAE à assurer ses activités de planification, programmation, coordination et suivi-évaluation au niveau provincial	NA	NA	100 %	74 %	Source : fiche de suivi VAIM 2015
Nombre d'ouvrages publics réhabilités et équipés (bureaux Provinciaux, communaux,...)	NA	+/- 40 %	100 %	100 %	En termes de baseline, tous les bâtiments de la DPAAE étaient en mauvais état, les bureaux communaux DPAAE n'existaient pas. - Bureaux Provinciaux de la DPAAE réhabilités (4 bâtiments) - 1 bâtiment construit pour abriter agents du PADAP (4 bureaux) - Réhabilitation du logement du DPAAE (propriété de la DPAAE) - Construction de 2 guérites pour contrôle des entrées et sorties de l'enceinte de la DPAAE - Construction d'un mur d'enceinte en briques et barbelés autour de la DPAAE (400 mètres) - Réhabilitation de 6 bureaux communaux (comprenant chacun 2 bâtiments) - Construction d'un bâtiment abritant 3 bureaux communaux DPAAE Rugombo. - Fourniture et construction d'un abri pour le groupe électrogène DPAAE Cibitoke - Fourniture et installation antenne internet DPAAE Cibitoke et Bubanza Les travaux de réhabilitation de la DPAAE Bubanza (6 bâtiments), des bureaux communaux de Mpanda et Gihanga, de construction d'une salle de réunion ont été suspendus (suspension de l'appui institutionnel fin 2015)
Nombre de bureaux équipés (mobilier)	NA	NA	100 %	50 %	Le mobilier des bureaux communaux n'a pas pu faire l'objet d'AO à cause de la dégradation de la sécurité et ensuite de la décision fin 2015 de suspendre l'appui institutionnel
Le diagnostic de la DPAAE est réalisé et approuvé par la DPAAE	NA	100 %	100 %	100 %	Le rapport relatif à la DPAAE Cibitoke étant approuvé, un avenant a été proposé au consultant pour réaliser le Diagnostic de la DPAAE Bubanza qui a été approuvé et est disponible
Le plan de formation est élaboré par la DPAAE avec l'appui du PADAP	NA	0 %	100 %	85 %	85 % des agents de la DPAAE ont bénéficié d'une formation. Le plan de formation destiné aux agents des DPAAE de Cibitoke et Bubanza a été confié au PAIOSA (pool)
Proportion des agents de la DPAAE formés par rapport au plan de	NA	85,9 % agents	100 %	NA	

Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Situation / réalisé 2012	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
formation élaboré		de la DPAE formés mais plan de formation pas finalisé			
Existence d'un plan visant à opérationnaliser la SAN dans la province	NA	0 %	100 %	100 %	Le plan Provincial a été élaboré avec l'appui du PAIOSA
Existence d'un plan de retrait progressif des fonctions productives et commerciales de la DPAE	NA	0 %	100 %	66 %	Les productions de semences de 2 centres semenciers sur 3 sont assurées par des associations de producteurs (sorgho, maïs et Manioc à Karurama, pommes de terre à Mirudi). Le centre semencier de Mparambo (maïs) est toujours géré par la DPAE.
OUTPUT 2 : Emergence d'une professionnalisation agricole					
Degré d'efficacité des OPA	NA	NA			Données issues du rapport annuel 2012 A partir de 2013, les activités prévues dans le cadre du présent résultat ont été confiées au volet VDEVA du PAIOSA et sont à réaliser sur financement PAIOSA
Taux de participants « alphabétisation » terminant le cycle	NA	4 048 participants			
% de femmes terminant le cycle	NA	2 916 participantes			
Nombre de femmes qui participent dans les comités exécutifs	NA	65 femmes			
Proportion de femmes participant dans les comités exécutifs ayant bénéficié de formations	NA	24 %			
Nombre d'organisations « fonctionnelles » par filière ou en voie de le devenir	NA	Riz = 14 Maïs = 22 Banane = 3 Miel = 43 Thé = 36			
Nombre d'OP ayant bénéficié de formations en gestion et comptabilité	NA	136			
Taux de membres par OP ayant bénéficié d'une formation en gestion et comptabilité	NA	49 %			
OUTPUT 3 : Des initiatives économiques privées se développent au sein de chaînes de valeurs					
Quantité d'engrais vendus par les acteurs privés	NA	NA			Données issues du rapport annuel 2012 A partir de 2013, les activités prévues dans le cadre du présent résultat ont été confiées au volet VDEVA du PAIOSA (sous forme notamment des FIF, appui aux OPA et les Champs écoles paysan) et à réaliser sur financement PAIOSA
Quantité de semences vendues par les acteurs privés	NA	NA			
Nombre d'agriculteurs formés sur les techniques agricoles	NA	653			
Proportion des femmes formées	NA	28 %			
Volume des produits agricoles transformés dans la province Cibitoke au travers des équipements fournis par le projet	NA	Pas encore d'équipement fournis			
Taux de micro-projets financés économiquement viables après 1 an	NA	80 % (15 micro-projets)			

Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Situation / réalisé 2012	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre de filières ayant mis en place des mécanismes de concertation réguliers	NA	3 (riz, miel et thé)			
Taux de satisfaction sur le respect des relations contractuelles orales ou écrites entre les acteurs des filières	NA	78,8 %			
Evolution du prix de l'unité de riz, du maïs, de la banane et du lait aux différents maillons de la filière	NA	Prix moyen marchés de Cibitoke : 1.270 Fbu/kg riz blanc 448 Fbu/kg maïs grain 904 Fbu/kg maïs farine 379 Fbu/kg banana à cuire 967 Fbu/l lait			
Taux de satisfaction des consommateurs par rapport à la qualité des produits des filières ciblés	NA	NA			
Volume de crédits accordés par les IMF et les banques	NA	NA			
Proportion des ménages bénéficiant du système de micro-crédit	NA	NA			
OUTPUT 4 : Des infrastructures et aménagements publics / collectifs sont mis en place ou réhabilités, transférés aux usagers et en voie de viabilisation					
Etude APS (avant-projet sommaire) complète réalisée sur tout le réseau d'irrigation	NA	En cours	100 %	100 %	Construction et réception de la prise unique sur la rivière Nyamagana (5,5 m³/s pour irrigation de +/- 3.000 ha) Nombreuses autres infrastructures publiques liées à l'irrigation réhabilitées : voir point 2.2.3
Superficie réhabilitée et dominée (riziculture) grâce aux travaux de remise en fonction du réseau d'irrigation du périmètre irrigué des communes Rugombo et Buganda	NA	NA	NA	240 ha	Les canaux 1 et 7 ont fait l'objet de travaux de remise en fonction en 2012-2013. Les prises 2 et 4 du réseau ont fait l'objet de réhabilitation sur une longueur de 13.200 m + réhabilitation des prises P2 sur la Nyakagunda et P4 sur la Nyamagana Ces travaux ont permis de remettre en irrigation 240 ha environ.
Superficies maintenues irrigables par l'entretien annuel des canaux primaires	NA	NA	NA	281 ha	Les travaux de curage et mise au gabarit de 70 kms des canaux principaux et des drains collecteurs. Ces travaux ont été effectués annuellement en saison sèche de 2011 à 2015 inclus. Ces travaux permettent le maintien en fonction des superficies remises en irrigation.
Nombre de personnes participant aux formations initiales ou voyage d'études	NA	17 producteurs de riz	600	+/- 500 personnes	
Nombre de mètres linéaires d'aménagements anti-érosif	NA	76.330	125.000 (estim.)	+/- 110.000	
Nombre de plants produits et distribués dans le cadre de la lutte anti-	NA	2.013.280 plants	7.750.0	+/- 6.220.000	Taux de reprise en pépinière estimé à 80 %

Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Situation / réalisé 2012	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
érosive		produits	00		
Nombre d'ha de plantation	NA	98,3	2.000	+/- 1.800	Taux de reprise après plantation estimé à 50 %
Chiffre d'affaire de la coopérative ABAJAMUGAMBI suite à la construction des infrastructures PADAP : hangar de stockage + local décortiqueuse ainsi que l'aire de séchage	NA	NA	NA	2013 (5 mois) : 32.057.780 FBu 2014 : 98.060.728 FBu 2015 : 68.341.290 FBu	Chiffre d'affaire = recettes transformation + vente de son de riz A noter que ces recettes ont généré un bénéfice cumulé de 103.951.758 FBu et qu'en 2015, grâce à ses bénéfices, la coopérative a construit sur fonds propres un second hangar de stockage d'une capacité de 150 tonnes
Nombre de centres réhabilités (semenciers et vétérinaires)	NA	9 centres vétérinaires en cours de réhabilitation	12	12	9 centres vétérinaires et 3 centres semenciers
Nombre de contrats de transfert avec les OP/opérateurs privés passés	NA	Non réalisé	12	11	Les 9 centres vétérinaires et 2 centres semenciers sont gérés par des associations, et 1 par la DPAE
% de contrats correctement exécutés	NA	Non réalisé	100 %	NA	
Volume de semences commercialisées sous le label (marketing) par les organisations professionnelles	NA	NA		0	La certification des semences doit être donnée par l'ONCCS, mais collaboration insuffisante avec la DPAE et les associations.
Nombre de bovins vaccinés	NA	Brucellose : 4.000 charbon : 2.990		Brucellose : 4.000 charbon : 2.990	Pas de vaccinations planifiées après 2012

2.2 Analyse des résultats

2.2.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact (impact potentiel) ?

L'impact du Projet est "Contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations de la Province de Cibitoke par l'augmentation et la valorisation des productions agricoles et d'élevage".

Le DTF n'avait quantifié ni la valeur initiale ni la valeur finale du niveau de pauvreté d'une part et de l'amélioration des conditions de vie des populations de Cibitoke d'autre part.

Déterminer dans quelle mesure l'intervention du projet a contribué à l'impact potentiel est donc difficile d'autant que la base line n'a pas été réalisée (décision en SMCL N° 2 de confier l'exercice au PAIOSA dès son démarrage).

Sur le plan quantitatif, il est certain que le niveau de pauvreté a diminué de même que les conditions de vie se sont améliorées mais surtout pour les populations vivant sur le réseau d'irrigation et bénéficiant de cet outil pour assurer les récoltes.

Sur le plan qualitatif, les centres de Cibitoke et Rugombo se développent, le nombre d'habitations en dur couvertes par des tôles est en augmentation, les commerces ainsi que les établissements tels que les hôtels, restaurants, cafés, etc sont également en augmentation.

La réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations (essentiellement rurales) est déclinée au travers de l'outcome qui est d'augmenter et valoriser les productions agricoles de la Province surtout dans le périmètre irrigué.

L'atteinte de l'outcome devra se faire via les outputs à savoir:

1. le renforcement de la DPAE pour qu'elle puisse remplir ses mandats régaliens
2. l'émergence d'une véritable professionnalisation agricole
3. le développement d'initiatives économiques privées au sein des chaînes de valeur
4. la réhabilitation et le transfert d'infrastructures publiques aux usagers

Cette logique d'intervention a été poursuivie pendant toute l'exécution du Projet avec comme seul changement le transfert des outputs 2 et 3 du PADAP au volet VDEVA du PAIOSA. Les activités menées au sein de chaque output mais surtout les outputs 1 et 4 concourent à l'atteinte de l'outcome et par conséquent de l'impact. Cette logique est restée absolument identique dès le transfert du PADAP Cibitoke au sein du PAIOSA en tant qu'antenne IMBO.

Grâce à ses interventions sur le réseau d'irrigation qui ont abouti à une augmentation sensible de la quantité d'eau circulant dans les canaux, à la présence d'eau dans des canaux qui n'en n'avaient pas reçu depuis plus de 10 ans, aux premiers hangars de stockage cofinancés avec des Associations Paysannes, à l'appui apporté par le PADAP en termes de transformation de produits agricoles (décorticage de riz et fabrication de farine de maïs), aux formations sur l'amélioration des techniques culturales du Riz, de la banane et du maïs entre autres, Le PADAP a contribué à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vies d'une partie des agri-éleveurs de la Province de Cibitoke.

Suite à des vents violents qui se sont abattus sur la commune de Rugombo et qui ont provoqué l'envol de nombreuses toitures d'habitations paysannes, Le PADAP est intervenu avec l'aide de la commune en distribuant 20.000 Tôles aux sinistrés. Cette action à caractère d'urgence humanitaire a permis d'éviter l'appauvrissement des agriculteurs touchés par la destruction partielle de leur habitation en leur permettant de recouvrir rapidement leur maisonnette et leur éviter ainsi la perte des biens qui se trouvaient à l'intérieur.

2.2.2 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ?

A travers l'appui à la DPAE, son diagnostic et la description des tâches du Directeur et ses chefs de service pour les 2 DPAE de Cibitoke et Bubanza (output n° 1), à travers l'identification, le diagnostic des OPA de la province, le choix des OPA à renforcer (output n° 2), à travers l'appui à l'émergence d'initiatives privées dans le cadre des filières thé, banane ,

riz, lait, maïs, tomate, miel, les 3 premiers FIF (construction de hangars de stockage et fourniture de décortiqueuses) (output n° 3), et à travers la réhabilitation partielle du réseau d'irrigation, la réhabilitation de centres vétérinaires et semenciers, la production / distribution de plants forestiers ainsi que la formation sur de nouvelles techniques de carbonisation pour économiser le bois (output n° 4) : ce sont des actions qui contribuent à l'atteinte de l'objectif spécifique assigné à ce projet "les productions agricoles de la province de Cibitoke sont augmentées et valorisées", comme le montre le tableau ci-dessous.

Evolution des principales productions agricoles dans la province entre 2012 et 2015 (Source DPAE Cibitoke)				
Vivrier (tonnes)	2012	2013	2014	2015
Maïs	9.457	9.965	9.861	12.050
Haricot	6.850	7.270	6.140	9.810
Manioc	92.300	95.000	102.000	108.000
Banane	159.000	180.000	201.750	251.350
Riz	10.050	12.350	13.510	15.590
Légumes (tonnes)	2012	2013	2014	2015
Tomate	8.950	8.750	8.470	10.350
Oignons	1.217	2.131	2.740	3.641
Aubergines	3.430	5.181	6.008	7.009
Produits animaux	2012	2013	2014	2015
Lait (litres)	695.500	977.100	806.700	1.165.000

La fiabilité de ces chiffres reste relative, cependant, sur le terrain, en ce qui concerne le riz, la banane, les légumes et le lait, ils reflètent la réalité des tendances observées.

Sur base du tableau ci-dessus montrant l'évolution à la hausse des principales spéculations de la Province, (riz, maïs, lait, bananes, lait, oignons, aubergines et tomates essentiellement), sur base des indicateurs retenus, et des niveaux de réalisation, nous pouvons dire que l'outcome est au moins en partie atteint.

2.2.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ?

Output (selon la composante)	Estimation du degré de Satisfaction	Estimation du nombre de producteurs concernés (familles) *
La DPAE dispose de moyens pour assurer son rôle régalién	Satisfaisant	8.000
Emergence d'une professionnalisation agricole	Assez satisfaisant	1.000
Développement d'initiatives privées	Insatisfaisant en dépit de certains éléments positifs	500
Transfert des infrastructures réhabilitées aux usagers	Satisfaisant	3.300

(*) Le nombre de familles vivant de l'agriculture en province de Cibitoke est estimé à 80.000.

Les détails pour chaque output sont développés ci-dessous.

Output n°1 : La DPAE est renforcée pour remplir ses mandats régaliens et de services Publics

La mise en œuvre de la composante 1 a permis à la DPAE jusque fin octobre 2016 de disposer de tous les moyens nécessaires pour qu'elle puisse assurer ses fonctions régaliennes. Malheureusement, ces appuis ont été suspendus (suite à la dégradation des relations avec la Belgique). Cette situation perturbe fortement le partenariat efficace qui prévalait jusqu'à cette date entre la CTB la DPAE Cibitoke, situation que la DPAE déplore.

- **Réhabilitation et construction de bâtiments, approvisionnement en eau, électricité,...**
 - Réhabilitation de 4 bâtiments de la Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage (DPAE de Cibitoke), soit 1 salle de réunion, 2 toilettes et 14 bureaux réhabilités.
 - Réhabilitation du logement du Directeur de la DPAE (faisant partie intégrante du capital immobilier de la DPAE).
 - Construction d'un bâtiment abritant 4 bureaux, un local de stock / archives et 2 toilettes.
 - Construction d'un bâtiment abritant 3 bureaux communaux dans l'enceinte de la DPAE.
 - Réhabilitation de 5 bâtiments communaux comprenant chacun 1 bureau et un hangar
 - Nettoyage du terrain de la DPAE ainsi que la plantation d'arbres forestiers, fruitiers et palmiers
 - Construction de 2 guérites aux entrées de l'enceinte de la DPAE.
 - Réhabilitation de l'alimentation en eau de la DPAE et mise en place sur support maçonné d'une citerne d'eau de 2 m³.
 - Réhabilitation de l'alimentation électrique de la DPAE.
 - Fourniture d'un groupe électrogène de 22 KVA ainsi que la construction de son abri
 - Construction d'un mur de clôture mixte de 420 mètres en maçonnerie (1,5 m de hauteur et fil de fer barbelé constituant la partie supérieure)

- **Fournitures et fonctionnement de matériel roulant**
 - Fourniture et fonctionnement / entretien de 3 véhicules tout terrain pour l'Assistance Technique du Projet.
 - Fourniture de 3 motos pour le personnel CTB PAIOSA en charge de la supervision de l'appui aux OP, du Fonds Investissement Filières et des Champs écoles Paysans.
 - Fourniture de 2 véhicules pick-up à la DPAE avec contrat de fonctionnement / entretien
 - Fourniture de 33 motos destinées aux techniciens communaux de la DPAE ainsi qu'aux 7 forestiers de la Province avec contrat d'entretien et fonctionnement.
 - Fourniture de 216 vélos destinés aux moniteurs agricoles (niveau collinaire)
 - Remise en état d'un véhicule double cabine et d'une Jeep avec contrat d'entretien et fonctionnement.

- **Fournitures et fonctionnement de matériel bureautique et informatique**
 - Fourniture de matériel informatique et bureautique pour le Directeur DPAE et ses 6 chefs de service (ordinateurs, imprimantes, ainsi que leur entretien et leur fonctionnement)
 - Fourniture de mobilier de bureau pour le Directeur DPAE et ses 6 chefs de service et les 4 techniciens communaux de Cibitoke (commune Rugombo)
 - Fourniture et fonctionnement d'une antenne satellitaire (accès à internet pour le personnel du PADAP et des cadres de la DPAE).
 - Remise en état des lignes téléphoniques et fourniture d'unité pour les GSM des cadres PADAP et DPAE.

- **Etudes, renforcement des capacités, formations,...**

- Mise en application des contrats de performance (primes structurelles) pour le Directeur de la DPAE et ses chefs de service, ces contrats de performance assurent le budget de fonctionnement de la DPAE.
- Mise en application de contrats de chantier (entretien DPAE, bouclage des vaches, insémination artificielle, production de plants forestiers,...)
- Mise à disposition de terrains (10 ha) pour la construction de la prise Nyamagana...)
- Diagnostic DPAE Cibitoke et Bubanza disponible et comprenant la description des tâches de tous les cadres
- Fourniture de petit matériel vétérinaire et frigo pour la conservation des vaccins
- Fourniture de matériel d'insémination artificielle pour bovins et 1500 paillettes de sperme (race frisonne)
- Bouclage de plus de 12.000 bovins dans la Province pour lutter contre le vol et aider la DPAE à contrôler les déplacements des bovins dans et hors de la Province facilitation des contrôles aux frontières du Rwanda et de la RDC.
- Diagnostic DPAE Cibitoke et Bubanza disponible et comprenant la description des tâches de tous les cadres (Directeur et chefs de service).

- **Gestion des centres semenciers et vétérinaires transférée aux associations**

- Les 9 centres vétérinaires réhabilités dans le cadre de la composante 4 sont gérés par des associations d'éleveurs (essentiellement de bovins).
- 2 des 3 centres semenciers réhabilités sont gérés par des associations Celui de Mirudi principalement axé sur la production de plançons de pomme de terre et celui de Karurama principalement axé sur la production de semences de maïs, de sorgho et de boutures de manioc. Le centre semencier de Mparambo est lui toujours géré par la DPAE.

Niveau d'atteinte	Commentaires
Satisfaisant	Présence effective des agents de la DPAE sur le terrain. La DPAE dispose de moyens pour améliorer la distribution / vente des engrais à temps. Les séances de formation et de vulgarisation sur des techniques de production plus performantes sont organisées dans de bonnes conditions. Le Diagnostic DPAE a repris la description précise des tâches de l'ensemble des cadres (Directeur et chefs de service) des DPAE de Bubanza et Cibitoke. 9 centres vétérinaires et 3 centres semenciers fonctionnent et rendent des services aux agri-éleveurs (vaccinations, production de semences,...) Bouclage : diminution des vols et donc augmentation production de viande et de lait au niveau provincial 1.500 inséminations bovines de la race frisonne qui donneront des résultats d'ici 2018.

Output n°2 : Emergence d'une professionnalisation Agricole

Le passage du PADAP Cibitoke à l'antenne Imbo du PAIOSA formalisée par la SMCL du 13 février 2013 a permis de manière efficace pour cette composante N°2 de mettre en œuvre des activités adaptées relatives à l'émergence d'une professionnalisation agricole par l'appui au renforcement des Organisations Paysannes essentiellement (gestion comptable et des stocks plus rigoureuse, organisation des membres,...entre autres). Les fondements de ce qui

précède et dont le PAIOSA antenne Imbo a pris la relève, ont été posés par les activités reprises ci-dessous.

- **Alphabétisation fonctionnelle adulte**

Dans le cadre d'une convention avec la Direction Nationale de l'Alphabétisation, les activités ont été les suivantes:

- Mise à disposition de 7 motos aux responsables provinciaux de l'Alphabétisation (6 encadreurs communaux et 1 coordonnateur provincial). Ces 7 motos ont fait l'objet d'un contrat de fonctionnement et d'entretien)
- Fourniture de 132 vélos aux alphabétiseurs (1 par alphabétiseur par colline)
- Fourniture d'un kit informatique à la coordination Provinciale de l'alphabétisation (2 ordinateurs, 1 imprimante, 1 régulateur de tension, 2 multiprises, 1 flash disk)
- Formation en informatique aux 3 personnes de la coordination provinciale
- Fournitures de matériel didactique (4.000 livrets apprenant, 150 affiches IEC, craies, registre, cahiers...)
- Formation de 132 alphabétiseurs pendant 10 jours (1 alphabétiseur par colline)
- Sensibilisation des apprenants et inscription des apprenants
- 3 sessions d'alphabétisation de 4 mois à raison de 9 séances d'alphabétisation par mois;
- Toutes les collines de la Province ont été approchées,
- Le nombre de participants est situé entre 10.000 et 11.000
- Le taux de participation des femmes était légèrement inférieur à 50 %

- **Renforcement OPA**

- Identification de 600 Organisations Paysannes
- Constitution d'une base de données de ces OP et constat de l'opportunité de la plupart de ces OP
- Rencontre et échanges avec 69 OP
- Convention avec la CAPAD (appui à la structuration et accompagnement des OPA : régulier)
- Evaluation des capacités des OPAs retenues (établissement des IOV)
- Appui à la mise en place d'une Union des riziculteurs EJOHEZA composée de 11 associations avec 260 Membres
- Appui à la mise en place d'une fédération provinciale des apiculteurs (avec 6 unions communales composées de 36 associations et 617 membres)
- Identification en formations à la carte (structuration, gestion, ..) auprès des OPAs retenues
- Formation de 165 membres de 55 OP sur les statuts et ROI (à raison de 3 membres par OP),
- Formation sur la gestion et petite comptabilité de 276 membres des comités de gestion de 69 OP (à raison de 4 membres par OP)
- Visites d'échange d'expérience pour 17 producteurs de riz à Bujumbura rural (Mutimbuzi) et à Gihanga (Bubanza)
- Poursuite de l'accompagnement régulier par le prestataire (vérification tenue des documents administratifs et comptables, respect des textes réglementaires)

Niveau d'atteinte	Commentaires
Assez satisfaisant	Identification, diagnostic et sélection d'Organisations paysannes crédibles 60 OP bénéficient de renforcement de leurs capacités, de formation sur la gestion des stocks, financière, ... Cet output a été pris en charge par le volet VDEVA du PAIOSA à partir de la fin du premier trimestre 2013 excepté pour l'alphabétisation des adultes qui s'est poursuivie jusqu'au 3ème trimestre 2013.

Output n° 3 : Des initiatives économiques privées se développent au sein des chaînes de valeur

Le passage du PADAP Cibitoke à l'antenne Imbo du PAIOSA formalisée par la SMCL du 13 février 2013 a permis de manière efficace pour cette composante N°3 (de même que pour la composante N° 2), de mettre en œuvre des activités adaptées relatives au développement d'initiatives au sein des chaînes de valeur par l'approche FIF (permettant aux producteurs d'avoir accès à des hangars et des matériels de transformation,...) ainsi qu'au développement de l'approche CEP (Champs école paysans) qui permet au maximum de producteurs de se former aux meilleures techniques agricoles pour les filières riz, maïs et banane.

Les fondements de ce qui précède et dont l'antenne Imbo du PAIOSA a pris la relève, ont été posés par les activités reprises ci-dessous.

• CAI installé et opérationnel

- Suite à un manque d'intérêt généralisé pour les CAI (centres d'appui aux initiatives) de la part des OP, manque d'attractivité par rapport aux appuis accordés par le biais des FIF). Cette activité a été réorientée vers un renforcement de l'Appui aux Organisations Paysannes.

• Appui aux initiatives économiques

✓ Thé

- Rencontres/ échange avec la fédération des théiculteurs (1.171 Théiculteurs) et le gérant du complexe de Buhoro
- Identification des besoins en formation
- Formation des formateurs (25 membres) pendant 5 jours sur la gestion intégrée de la fertilité des sols (Convention avec IFDC/catalist)
- Duplication de la formation à la base (320 membres formés)
- Evaluation des besoins en intrants agricoles et matériel agricole
- Appui à la fédération sous forme de fonds de roulement de 36 pulvérisateurs avec leurs accessoires et 400L d'herbicides
- Accompagnement de la fédération pour la gestion de ce fonds de roulement (les membres des associations doivent acheter)

✓ Bananier

- Etude sur la filière banane à Cibitoke (consultant)
- Réunion sectorielle sur la banane avec les autres intervenants
- Convention de collaboration PADAP-ADISCO-CIALCA
- Formation des membres de 3 coopératives sur la conduite d'une bananeraie (40 personnes)
- Multiplication supports technique (200 jeux de fiches techniques et 200 carnets de fiche d'alerte phytosanitaire)
- Achat de 9500 vitro-plants
- Mise en place de 4 champs-mère de bananier (multiplication & démonstration) sur 3ha à partir des vitro plants
- Achats intrants (400 kg d'engrais & 24 T de fumier) pour la fertilisation des champs-mère
- Suivi régulier de ces champs-mère
- Formation des Monagris (132), des assistants de zone (24), des agronomes communaux (6) et des chefs de services DPAE (2) sur les maladies et veille sanitaire du bananier
- Mise en place du réseau de veille phytosanitaire (du moniteur au chef de service formation vulgarisation)
- Mise en place d'une base de données Excel sur les maladies dans la province

- Attribution sous réserve de 25.000 Vitro plants pour installation de 16 nouveaux champs-mère sur 20 ha
- Contrat de chantier avec DPAE pour l'opérationnalisation du réseau de veille phytosanitaire (168 membres du personnel DPAE seront impliqués)
- Contrat de chantier avec DPAE pour l'installation, la mise en place et le suivi de 16 nouveaux champs-mère (sur 20 ha)

✓ **Riz**

- Rencontre avec les associations de riziculteurs (11 associations membres)
- Visite d'échange d'expérience (2 membres) sur la démonstration de la petite mécanisation (utilisation de motoculteurs) à Mutimbuzi
- Démonstration, à grandeur réelle sur 10 ha, de l'utilisation des motoculteurs à Rugombo
- Démonstration, sur 1 ha, de l'utilisation de la technique UDP (Engrais en briquette)
- Demande d'appui en motoculteurs par l'union Ejoheza
- Dotation (avec participation de l'union) à l'union EJOHEZA en deux motoculteurs (gestion en fonds de roulement)
- Formation de 9 personnes sur l'utilisation de motoculteurs (labour mécanisé / maintenance)
- Accompagnement de l'union EJOHEZA pour la gestion de ces motoculteurs
- Poursuite de l'accompagnement pour la gestion deux motoculteurs
- Formation de 38 riziculteurs sur la technique de CEP (champs école paysans)
- Formation de 38 riziculteurs sur la méthode SRI
- Subvention construction 3 hangars (FIF 00), ABAJAMUGAMBI, coopérative rizicole (sèchage et décortiquage), localisée au centre de Rugombo a bénéficié d'un hangar d'une capacité de 140 tonnes ainsi que d'une décortiqueuse (FIF 00) à hauteur de 70.000.000 BIF; (participation de 25 % de la part de la coopérative). Celle-ci a dégagé en 2013 et 2014 des bénéfices tels qu'elle a été en mesure d'investir en 2015 sur fonds propres, dans la construction d'un second hangar d'une capacité de 150 tonnes. Cette coopérative de 102 membres traite et décortique le riz provenant de 179 ha de riz, et a dégagé les bénéfices suivants:
 - 2013: 19.616.000 BIF
 - 2014: 53.557.000 BIF
 - 2015: 30.778.000 BIF + la construction du hangr supplémentaire.

✓ **Lait**

- Identification de 3 associations de producteurs de lait
- Rencontre avec ces associations
- Identification de leurs besoins

✓ **Maïs**

- Identification de 20 associations de producteurs de maïs
- Rencontre avec ces associations
- Identification de leurs besoins
- Subvention pour la construction d'un hangar (à travers FIF)
- Subvention pour achat d'un moulin à farine blanche (à travers FIF)

✓ **Tomate**

- Rencontres/échanges avec l'association coopérative ITEKA KURIBOSE (60 membres)
- Identification des besoins pour cette association
- Appui en intrants agricoles (5 kg de semence, 9T d'engrais, 90 kg de Ridomil, 180 kg de Dithane, 90 L de Dursban) et matériel agricole (4 Pulvérisateurs) pour l'association (à gérer en fonds de roulement) par l'association
- Accompagnement de l'association dans la gestion du fonds de roulement

- **Amélioration de l'offre des produits financiers**

- Identification des IMFs sur Cibitoke
- Etude sur les institutions de micro finance présentes en Province Cibitoke, restitution de l'étude et recommandations
- Mise en œuvre dans l'amélioration de certains produits financiers : par l'appui au renforcement des capacités de l'IMF "COOSPEC" basée au centre de Cibitoke et travaillant dans les 6 communes de la Province
- (Matériel informatique sous forme de 7 ordinateurs portables, imprimantes, régulateurs de tension, formation des agents de crédits, ...)

Niveau d'atteinte	Commentaires
Insatisfaisant en dépit de certains éléments positifs	<p>Manque d'intérêt généralisé pour les CAI (Centres d'Appui aux Initiatives) de la part des OP et des producteurs en général; ceci a entraîné un manque d'attractivité par rapport aux appuis accordés par le biais des FIF.</p> <p>Appui à plusieurs filières dont le riz, la banane et le maïs (filières retenues comme prioritaires par le PAIOSA),</p> <p>Mise en chantier de 3 FIF (hangars de stockage riz, maïs, café) avec décortiqueuse riz).</p> <p>Cet output a été pris en charge par le volet VDEVA du PAIOSA à partir du premier trimestre 2013.</p>

Output n° 4 : Des infrastructures et aménagements publics / collectifs sont mis en place ou réhabilités, transférés aux usagers et en voie de viabilisation

Le Projet s'est immédiatement concentré sur la réalisation d'une étude sur la gestion des terres et de l'eau du périmètre irrigué des communes de Rugombo et Buganda, cette étude a abouti à la construction de la prise unique de Nyamagana qui doit permettre l'irrigation de 3.000 ha. Ceci n'a pas empêché le projet de répondre aux besoins des irrigants en terme de travaux de réhabilitation à faire urgence (Plus de 70 interventions ont été réalisées afin d'assurer l'irrigation d'une superficie maximale en attendant le démarrage des travaux d'aménagements prévus début 2017).

Des centres semenciers et vétérinaires ont également été réhabilités.

En termes de protection de l'environnement le projet a produit plus de 6.000.000 de plants forestiers viables, et a appuyé la mise en place de plus de 100.000 mètres linéaires de haie anti-érosive.

- **Accompagnement des acteurs locaux pour la gestion du réseau d'irrigation**

- Organisation des concertations (approche participative encourageant l'implication des femmes) entre les acteurs du réseau d'irrigation, qui a mis en avant tout ce qui concerne la responsabilisation, l'appropriation et la protection des infrastructures hydroagricoles de l'ensemble du réseau d'irrigation.
- Organisation de nombreuses réunions de concertation / rencontre avec tous les acteurs y compris les autorités Provinciales et Communales, la DPAE,
- Diagnostic continu de l'état évolutif du réseau primaire et secondaire ainsi que des séances d'animation permanentes et sensibilisation régulières assurées par CACERISE.
- Les TdR relatifs à la mise en place d'une structure de gestion de l'eau duréseau et de ses infrastructures est disponible. Un marché de service (consultation) pourrait être pris en charge par le PAIOSA. Cette mission de consultation porte le titre de "*Consultance externe visant à Elaborer les propositions de modalités pour la mise en place d'une société de l'eau*

dans le cadre des aménagements hydro-agricoles des communes Rugombo et Buganda en Province Cibitoke (plaine de l'IMBO)"

- **Réhabilitation / extension des périmètres irrigués**

- L'étude sur l'amélioration de la gestion des terres et de l'eau en plaine IMBO est disponible
- L'APS, APD et le DAO pour la construction de la prise Nyamagana ont été élaborés.
- Construction et réception de la prise unique sur la rivière Nyamagana (5,5 m³/s pour irrigation de +/- 3.000 ha).
- L'APS sur l'aménagement des 3.000 ha de réseau est disponible.
- Réhabilitations d'urgence ci-dessous :
 - Interventions sur le canal 1.
11 importantes brèches ont été réparées sur le canal 1 permettant l'accès à l'eau pour plus de **5 ha** supplémentaires.
 - réhabilitation du canal 7 d'une longueur de 13.200 mètres.
 - Le canal 7, qui part de la prise P4 sur la Nyamagana, domine, jusqu'à son exutoire sur les flats de la Rusizi, d'importantes superficies irriguées et irrigables d'environ 1.025 Ha.
 - Le canal 7 a fait l'objet de travaux de remise en fonction en 2012-2013 sur une longueur de 11.300 m avec comme principales interventions:
 - le nettoyage/curage et la remise au gabarit de cette partie du canal 7;
 - la construction en maçonnerie de moellon d'un tronçon de 75 m situé sur une partie à très forte pente ;
 - la réhabilitation des ouvrages de prise d'eau pour secondaires avec remplacement de plus de 40 vannettes pour l'amélioration de la gestion de l'eau d'irrigation.
 - Grâce à cette action, 20% des superficies du secteur Rusiga, soit **115 Ha**, ont pu bénéficier d'eau d'irrigation alors que cette zone venait de passer plusieurs années sans une moindre présence d'eau d'irrigation.
 - Le canal 7b long de 2.300 m dont une partie avait été abimée par les travaux d'assainissement du centre urbain de Cibitoke a été également remis en fonction pour assurer l'irrigation du centre semencier qui s'étend sur **plus de 20 ha** (réhabilitation du canal et de trois arroseurs, mise en place de 3 nouvelles vannettes)
 - Réhabilitation du captage 2 (augmentation du volume d'eau captée de 20 %)
 - Grâce à la remise en fonction de la prise P2 sur la Nyakagunda, la Ferme de Mparambo située au bout du réseau d'irrigation tributaire de cet ouvrage a pu mettre en valeur 25% de ses terres (**environ 40 Ha** sur 159 Ha) et, plus en amont, une vaste étendue d'étangs piscicoles a été également desservie en eau de remplissage;
 - Réhabilitation du captage 4 (augmentation du volume d'eau captée de 15 %)
 - La réhabilitation de la prise P4 sur la Nyamagana a eu un impact considérable sur l'augmentation des superficies irriguées dans les secteurs de Ruvoyogo-Busagara où **plus de 60 Ha** de terres situés entre le lac Nyamuziba et la rivière Nyamagana antérieurement occupés par des vivriers comme le bananier, le manioc et diverses autres cultures ont été reconvertis en rizières.

Ces interventions ont donc permis d'augmenter la superficie irrigable du réseau de **240 ha**, ce qui représente une augmentation de production de riz paddy de 1.000 tonnes environ (une saison par an).

- Durant la grande saison sèche des années 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015, curage et mise au gabarit des 70 kms de canaux primaires (AF avec les associations de la Fédération FADECI.
 - Incidence des travaux de curage et remise au gabarit des canaux principaux sur les superficies irriguées :
 - **Canaux C1, C2, C3a et C3b** : augmentation de l'ordre de 10% des superficies exploitées en riz et en cultures maraîchères (saison C) dans les secteurs de Mparambo I et Mparambo II; soit environ **15 ha**.
 - **Canal C4** : une bande de terre d'une superficie de **12.9 Ha** attenante à la partie nord de la TR2 a pu être irriguée grâce à l'amélioration de la circulation de l'eau dans le canal C4;
 - **Canal C5** : dans le secteur Samwe, **150 Ha** comprenant les parcelles dominées situées entre la TR2 et la TR1 ont été correctement irrigués alors que ce secteur ne bénéficiait antérieurement aux travaux de curage et mise au gabarit du canal C5 que de très peu d'eau d'irrigation;
 - **Canal C7** : plus de **20 Ha** dominés par la partie du canal comprise entre la TR6 et le centre Cibitoke ont été exploités en cultures irriguées grâce à la réhabilitation du canal C7;
 - Plus en aval, 30% des 55 Ha situés à l'est de la RN5 (Privés, Jardin potager de la DPAE, terrain de la Paroisse Cibitoke et du CFR) ont bénéficié de l'eau d'irrigation; soit environ **17 ha**.
 - Plus de **50 Ha** de rizières et de cultures maraichères dominés par le canal C7a ont été mis en valeur ;
 - **Canal C8** : le secteur Gatsintura situé à l'est de la RN5 a vu sa superficie irriguée accroître de 10 %, **soit 16 Ha** sur 159.4 Ha.

281 ha sont donc maintenus irrigables grâce à l'entretien annuel effectué sur le réseau primaire.

Ces petits travaux de réhabilitation ainsi que le curage annuel des 70 kms de canaux primaires ont permis une augmentation des superficies irriguées. Ceci a eu des répercussions positives sur les productions des irrigants installés sur le réseau (voir tableau repris au point 2.2.2)

- **Réhabilitation d'infrastructures publiques**

- Réhabilitation de 9 centres vétérinaires
- DAO disponible pour la construction d'une salle de réunion pour les OPs du réseau d'irrigation
- Réhabilitation de 3 centres semenciers
- Les 9 centres vétérinaires sont gérés par les éleveurs
- Les centres semenciers de Mirudi et Karurama sont gérés par des associations
- Le centre semencier de Mparambo est toujours géré par la DPAE.

- **Aménagement des bassins versants**

- Production et distribution aux agri-éleveurs de 250.000 plants forestiers en 2011
- Production et distribution aux agri-éleveurs de de 250.000 plants forestiers en 2011, 2.000.000 en 2012, 2013 et 2014, ainsi que 1.500.000 en 2015. Soit un total de 7.750.000 plants.
- Plantation d'herbes fixatrices sur environ 110 km entre 2011 et 2015.

- Reboisement de 4 boisements communaux avec contrat de gestion mixte

Niveau d'atteinte	Commentaires
Satisfaisant	<p>Les producteurs installés sur le réseau sont satisfaits de l'augmentation des superficies irriguées grâce aux travaux d'urgence et au nettoyage / mise au gabarit des 70 kms de canaux primaires financés par le projet et réalisés par la FADECI (Fédération des entretenants du réseau)</p> <p>2 centres semenciers sur 3 sont gérés par des associations et les 9 centres vétérinaires sont gérés par les éleveurs non organisés en associations.</p>

Dans le DTF, le budget prévu pour les études et la remise en état du réseau était de 500.000 €. Le Diagnostic, les études APS sur 3.000 ha, les études, APS, APD et DAO de la prise ont coûté plus que le budget prévu.

Lors la SMCL PADAP - PAIOSA de début 2013, Il a été décidé de transférer les budgets restants des composantes 2 et 3 à la composante 1 de manière à financer la construction de la prise (à hauteur de plus de 1.600.000 €)

2.2.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?

L'objectif spécifique du projet est de contribuer à l'augmentation et la valorisation des productions agricoles de la province de Cibitoke. Cette augmentation / valorisation est déclinée en quatre outputs à savoir:

- la mise à disposition de moyens à la DPAE pour assurer son rôle régalien
- l'émergence d'une professionnalisation agricole
- le développement d'initiatives privées
- la réhabilitation d'infrastructures et leur transfert aux usagers

Cette logique d'intervention a été poursuivie pendant toute l'exécution du projet, sans aucun changement, et les activités menées au sein de chaque output concourent à l'atteinte de l'outcome.

En fin de projet, entre 5 et 10 % des producteurs selon les communes, ont pu augmenter et / ou valoriser leurs productions agricoles.

Output 1 : La mise à disposition de moyens pour assurer ses rôles régaliens a participé à l'augmentation des productions agricoles de la Province de la manière suivante:

- Les véhicules, motos et vélos permettent aux agents de la DPAE de se déplacer et d'encadrer les agri éleveurs à travers des activités telles que la vulgarisation de techniques agricoles adaptées, la vaccination et les soins à donner aux animaux, l'organisation de réunion de concertation pour l'amélioration de la gestion du réseau d'irrigation et du respect des infrastructures, contrôler les campagnes de vaccination et d'aspersion (lutte contre les tiques), suivre et veiller à la qualité des opérations liées à l'insémination artificielle, organiser et faire le bouclage des bovins ce qui a fortement limiter les vols de bovins (auparavant organisés vers le Rwanda et le Congo)...
- Ces moyens de déplacement ont également permis la supervision de proximité des travaux exécutés par des entreprises et des associations afin de garantir la qualité du travail.
- Le matériel bureautique et informatique ainsi que l'accès à internet et l'amélioration des communications (recharges pour GSM des cadres), a permis d'améliorer la vitesse de réactivité du Ministère, les informations circulant mieux et plus rapidement, certaines

épidémies ou dégâts de ravageur sur les cultures ont pu être éradiqués à temps.

- Le diagnostic des 2 DPAE de Bubanza et Cibitoke réalisé par un cabinet a permis de mettre le doigt sur les points forts et les points faibles de ces structures provinciales et a élaboré une description détaillée des tâches des 2 directeurs et de leurs cadres chefs de service. Ceci a abouti à une meilleure organisation du travail au sein des DPAE.

Outputs 2 et 3 : Les activités liées à l'émergence agricole d'une professionnalisation agricole et au développement d'initiatives privées ont participé à l'augmentation des productions agricoles de la Province de la manière suivante:

- Au point 2.2.3, (pages 14 à 17), sont reprises les activités des outputs 2 et 3, l'ensemble de ces activités constituent les bases du "comment" le Volet VDEVA (pool Agri du PAIOSA), à travers ses activités contribue activement (par le biais des activités liées au développement des CEP, des FIF et surtout au renforcement des capacités de gestion des Organisations Paysannes), a participé à l'augmentation des productions agricoles dans la Province (en mars 2013 (PADAP devient l'antenne Imbo du PAIOSA)

Output 4 : La réhabilitation d'infrastructures publiques, leur transfert aux usagers ainsi qu'une participation à la protection de l'environnement (bassins versants) a participé à l'augmentation des productions agricoles de la Province de la manière suivante:

- Les nombreux travaux de réhabilitation de canaux, de captage d'eau sur les rivières, les travaux d'entretien des 70 kms de canaux primaires (Curage et mise au gabarit) effectués tous les ans ont permis un meilleur accès à l'eau pour la plupart des irrigants, ce qui a permis d'augmenter sensiblement les superficies irriguées, et donc les productions agricoles sur le périmètre irrigué. En termes de diversification, grâce à la bonne circulation de l'eau en saison sèche, des cultures à haute valeur ajoutée comme essentiellement l'oignon se sont développées permettant aux producteurs d'augmenter sensiblement leurs revenus.
- La construction de la prise unique sur la rivière Nyamagana a permis une gestion efficace et efficiente en terme de distribution d'eau dans les canaux primaires, cette meilleure gestion de l'eau permet également l'augmentation des productions agricoles dans la Province.
- La production et la distribution de plus de 6.000.000 de plants forestiers à vocation de bois d'œuvre et de bois de chauffe (Grevillea et Eucalyptus principalement) assure également à long terme des revenus pour les agriculteurs mais intervient aussi dans la protection des bassins versants. Cette activité a été complétée par des formations (IFDC) sur l'amélioration du rendement Bois / charbon de bois.

2.2.5 Appréiez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?

- **Le démarrage du projet et son contexte.** Des retards ont été constatés dès le démarrage du projet, ils étaient dus:
 - au recrutement tardif et à l'arrivée du DI (Directeur d'intervention) et à sa prise de fonction effective 2 mois et demi après la prise de fonction du DELCO (Délégué à la cogestion)
 - à, un mois plus tard, la formation au siège des 2 ATI du Projet durant tout le mois de mai.
 - au contexte pré électoral (avril - juin 2010)
 - au contexte électoral de juillet à septembre 2010
 - à une situation sécuritaire peu rassurante durant toute cette période
 - à l'arrivée du 2ème ATI seulement en juillet et au recrutement tardif de son homologue en novembre 2010
 - à la démission du premier DI en janvier 2011

- à son remplacement tardif 13 semaines plus tard; cette absence de DI a eu pour conséquence un faible taux de décaissement en cogestion durant le premier trimestre 2012
- au manque de collaboration du premier DPAE qui a été remplacé en janvier 2012.

Pour progresser malgré les inconvénients repris ci-dessus, le PADAP a élaboré les dossiers techniques et les AO pour des travaux de réhabilitation et construction de bureaux dans l'enceinte de la DPAE, les marchés de fourniture de véhicules et de motos pour la DPAE,

Le projet a réellement démarré en janvier 2012 avec l'arrivée du nouveau DPAE

- **Le manque de RH (spécialisée en MP) disponible sur place en début du Projet.**

De février 2010 à fin 2011, le projet a eu à lancer de nombreux marchés, et donc à en assurer l'analyse des offres, en assurer le suivi jusqu'à l'attribution. Le recrutement d'un cadre en charge des MP au niveau du projet et affecté en permanence à Cibitoke a permis de passer à une vitesse de croisière acceptable.

- **Le manque d'implication / motivation du partenaire.**

En début de projet, ce manque d'implication / motivation au niveau Provincial était dû au faible niveau de rémunération des cadres et agents du partenaire (DPAE). Cet état de fait a été solutionné par la mise en place des contrats de chantier, d'Accords d'Exécution (AE) et des Accords de Financement (AF) qui ont permis de motiver les agents concernés par des suppléments de salaire, ces contrats, accords pouvaient toucher les agents de la DPAE à tous les niveaux (collinaire, zonal, communal et provincial) . Les cadres (Directeurs et chefs de service des DPAE Bubanza et Cibitoke) ont bénéficié de primes structurelles (contrats de performance) accordées mensuellement.

Ces moyens liés à la motivation des agents des DPAE ainsi que le financement du fonctionnement des DPAE (véhicules, gasoil, essence pour les motos ainsi que leur entretien) ont été suspendu le 31 octobre 2015 avec pour conséquence une importante démotivation.

- **Le manque d'encadrement des orpailleurs.**

Les orpailleurs, très présents sur les rivières Nyamagana et Muhira sur lesquelles l'eau d'irrigation destinée au réseau des communes Rugomo et Buganda, ne sont pas encadrés et provoquent parfois d'énormes dégâts sur les ouvrages (prises et vannes) ainsi que sur les canaux en provoquant des brèches pour utiliser l'eau des canaux et ainsi laver le sol à la recherche de paillettes.

Les études (réalisées par le bureau SHER) avaient prévu dans un premier temps la construction d'un canal de transfert de 5 km environ destiné à prélever de l'eau dans la rivière Muhira et l'amener au niveau de la prise unique installée sur la rivière Nyamagana, mais à cause des risques dus aux difficultés de régler et contrôler ces activités d'orpaillage (manque d'implication des autorités notamment en charge de l'environnement, la construction de ce canal a été supprimée dans le cadre du DAO d'aménagement / réhabilitation des 3.000 ha de réseau.

- **Le manque de concertation des acteurs intervenants dans la Province de Cibitoke**

De nombreux acteurs et intervenants dans les domaines de l'Agriculture et de l'Elevage avaient des activités diverses, non coordonnées et parfois même sans informer ni le Directeur provincial de l'Agriculture et de l'Elevage (le DPAE), ni les autorités Provinciales (Gouverneur et ses conseillers) de leur présence dans la province. Suite à une initiative du Ministère, le PADAP (seul acteur ayant ses bureaux dans la Province), a été sollicité pour organiser des

réunions de concertation régulières au niveau Provincial à travers le Groupe Sectoriel "Agriculture et du Développement Rural (GSADR)" qui par ailleurs existait au niveau National. Le PADAP appuyait ces réunions en organisant la Logistique. Les présidents et vice-président de ce Groupe sectoriel à Cibitoke étaient respectivement le DPAE et le Delco du PADAP.

2.2.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

• Dans le cadre de l'output n° 1 :

Les effets positifs :

1. Le marquage des bovins de la Province: Le PADAP a financé et organisé avec la DPAE le bouclage de plus de 23.000 bovins les identifiant clairement (Province - commune de recensement et N°, par exemple CIB - RUG - 0075 : soit un bovin provenant de la Province de Cibitoke, commune de Rugombo et portant le N° 0075). Cette opération a permis de limiter les vols et d'avoir un impact rapide sur l'augmentation de la production de viande et de lait au niveau Provincial.
2. L'insémination artificielle: Le PADAP a financé et organisé avec la DPAE la fourniture d'une partie du matériel indispensable aux opérations d'insémination artificielle liées à l'augmentation de la production de lait. 1.500 paillettes de sperme provenant de la race frisonne ont été utilisées et plus de la moitié des vaches inséminées ont donné un veau de race améliorée dont la moitié environ sont des génisses. Cette opération a donc permis de voir la naissance de plus de 300 génisses demi-sang frisonne qui produiront sensiblement plus de lait que les races locales.
3. Vaccination contre la fièvre aphteuse et le charbon des bovins: Ces vaccinations financées et organisées par le PADAP et la DPAE ont permis de protéger et maintenir en bonne santé plusieurs milliers de bovins de la Province.

Les effets négatifs :

1. Développement de l'orpaillage: certains travaux relatifs à l'amélioration de la circulation de l'eau dans les canaux ont encouragé la prise sauvage d'eau dans ces canaux, provoquant ainsi le détournement de l'eau destinée à l'irrigation vers d'autres objectifs tels que le lavage des sols à la recherche de paillettes d'or.
2. La suppression des AE, AF, primes, structurelles ainsi que la dotation en carburant et l'entretien. Le 31 octobre 2015 dernier, suite à des décisions prises au niveau du Ministère de la Coopération Belge, toutes les activités d'appui à "l'institutionnel" ont été suspendues telles que les Contrats de chantiers, les Accords d'Exécution, les Accords de Financement, les primes structurelles, mais surtout le fonctionnement des véhicules et motos de la DPAE. Les 2 véhicules financés par le PADAP ont également été repris à la DPAE. Ces décisions ont immédiatement eu pour effet une démotivation généralisée de tous les agents de la DPAE.
3. Le staff turnover de la DPAE a sensiblement ralenti le rythme de la mise en œuvre de certaines activités.

• Dans le cadre des outputs n° 2 et 3 :

Non applicable suite au transfert des activités prévues au VDEVA / PAIOSA en mars 2013

- **Dans le cadre de l'output n° 4:**

Constat :

Il était prévu dans le DTF un budget des 500.000 € pour réaliser les études, APS, APD, DAO et travaux pour la réhabilitation des 3.000 ha de réseau d'irrigation des communes de Buganda et Rugombo.

Au final, les études, APS, APD et DAO pour la prise unique d'eau et l'aménagement des 3.000 ha ont coûté plus de 800.000 €

Le coût des travaux de construction de la prise unique s'élevaient à plus de 1.600.000 €

Le devis estimatif des travaux de réhabilitation du réseau sur les 3.000 ha s'élève à 11.000.000 €

Les études et les travaux représenteront donc un budget total de 13.400.000 € environ, soit 27 fois le budget prévu dans le DTF initial (500.000 €).

Effets positifs :

1. Prise en charge des travaux de manoeuvrage par les irrigants : dans le cadre des travaux d'urgence réalisés au fur et à mesure des besoins identifiés afin de maintenir fonctionnel le réseau d'irrigation, le PADAP et ensuite l'antenne Imbo du PAIOSA répondaient à ces besoins en achetant et transportant au plus près de l'intervention les matériaux nécessaires aux réhabilitations à réaliser. Les irrigants assurent gratuitement les travaux de transport des matériaux au plus près du site concerné et assurent tous les travaux de manoeuvre sur les lieux (préparation des mortiers, des bétons ainsi que leur transport auprès des maçons qui doivent former des irrigants aux travaux de maçonnerie. Cette organisation du travail permet de réduire les coûts des travaux de 25 à 30 % selon les sites
2. L'appui apporté aux producteurs offre une bonne occasion au PADAP et à l'antenne Imbo du PAIOSA d'organiser les réunions d'animation et de responsabilisation des acteurs du réseau d'irrigation pour l'appropriation et la durabilité de celui-ci. Ceci préfigurait les actions d'ingénierie sociale en cours.

2.2.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention

- **Genre**

Dans la province de Cibitoke comme ailleurs au Burundi, la plupart des tâches liées aux travaux agricoles sont effectuées par les femmes. Dans la mesure où la majorité des interventions du PADAP sont en relation avec l'augmentation de la production agricole, le projet a permis de faciliter le travail des femmes.

Dans la mesure également où le PADAP a permis une amélioration de la sécurité alimentaire, les plus touchés sont les femmes.

Dans le cadre de l'organisation des concertations des utilisateurs du réseau, ainsi que des réunions destinées au renforcement des capacités des OP, de la bonne utilisation des engrais de l'amélioration des techniques culturales du riz, ... , le PADAP avec le service "Formation, Vulgarisation et appui aux OP" de la DPAE a encouragé la participation active des femmes lors des débats, a appuyé à ce que les femmes participent au processus de prise de décisions.

Le personnel CTB recruté par l'antenne était composé de 40 % de femmes.

- **Environnement**

Dans ce cadre de protection de l'environnement, le PADAP est intervenu de la manière

suivante:

1. En amont des prises construites et réhabilitées, plusieurs ouvrages en gabion ont été construits en vue de protéger les berges de manière à limiter la charge en particules de sol dans l'eau d'irrigation.
2. Plusieurs berges très pentues également situées en amont des ouvrages construits et réhabilités par la PADAP ont été plantées de Vétiver (plante herbacée très fixatrice), afin comme dit au point 1 ci-dessus de protéger les berges de manière à limiter la charge en particules de sol dans l'eau d'irrigation.
3. En produisant et assurant la distribution de plus de 6.000.000 plants forestiers à vocation énergétique (bois de chauffe, charbon de bois) comme de bois d'œuvre distribués à la population et à raison d'un taux de survie de 50 %. Le PADAP a directement participé à la mise en place de 3.000.000 de plants forestiers, qui représentent une superficie couverte de l'ordre de 4.000 ha.
4. Le PADAP, dans le cadre de la lutte contre l'érosion a financé et réalisé avec la DPAE la plantation de 110 kms d'herbes fixatrices du sol (Pennisetum purpureum) pour la lutte anti-érosive
5. Dans le souci d'améliorer la gestion et la protection des boisements communaux contre les feux de brousse entre juillet et octobre (durant la grande saison sèche), le PADAP en collaboration avec les services provinciaux du Ministère de l'environnement, a financé le reboisement de 4 boisements communaux (1 par colline) à gérer de manière mixte et participative entre les riverains (paysans installés à proximité du boisement et la commune) avec la perspective de partage de bénéfices selon la proportion à convenir.
6. En collaboration avec l'IFDC, le PADAP a financé la formation de 2 groupes totalisant 30 charbonniers. Ces formations ont permis d'améliorer le rendement Bois charbon de bois de 15 à 20 %
7. Fin 2015, dans le souci d'harmoniser les actions du PAIOSA au niveau des antennes, l'antenne Imbo du PAIOSA comptait privilégier une approche de gestion intégrée dans le cadre de la protection des Bassins versants.

2.2.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?

Comme développé dans le point 2.2.5, la mise en route du projet n'a pas été simple et la base line n'a pas été faite. Cependant, conscient d'une carence quant à son suivi / évaluation, le PADAP a recruté un consultant de manière perlée (une à deux journées par mois).

Mais le système de S&E qui a découlé de cette consultation perlée n'a pas vraiment été un outil de pilotage car il a manqué de partage. Le PADAP a donc réagi à cette situation en travaillant sur la redéfinition de la matrice de monitoring reprise dans son rapport annuel de 2012.

Suite à la mission d'évaluation à mi-parcours de fin 2012, et du passage du PADAP au PAIOSA début 2013, la recommandation que le SE du PADAP et ensuite de l'antenne Imbo du PAIOSA soit assurée par le PAIOSA a été suivie et a permis d'améliorer sensiblement la qualité du SE au niveau des activités dans la province de Cibitoke. Une amélioration pourrait être apportée à travers une réflexion critique commune sur les indicateurs qui évoluent dans le temps visant à définir des indicateurs réalistes.

Les principales recommandations de la mission d'évaluation à mi-parcours ont été suivies et étaient les suivantes:

1. Transférer au PAIOSA les activités des outputs 2 et 3 dès mars 2013, ce qui a été fait sauf pour l'alphabétisation des adultes dont les activités ont pris fin en octobre 2013.
2. Recadrer les activités des outputs 1 et 4 jusque début 2016.
3. Organiser une SMCL de transition PADAP - antenne Imbo du PAIOSA comprenant les modifications budgétaires adaptées.

Les missions d'audit et de la cour des comptes ont conclu à une gestion satisfaisante des Marchés publics, de l'Administration et des finances. Les recommandations faites ont cependant permis d'améliorer la gestion interne du projet.

Il faut reconnaître qu'en début de projet, les responsables n'ont pas pris le temps de tenir un atelier plus que nécessaire aux fins d'analyser la matrice de monitoring. La conclusion à en tirer est d'éviter que la gestion au quotidien ne prenne systématiquement le dessus.

3 Durabilité

3.1.1 Quelle est la viabilité économique et financière des résultats de l'intervention ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

La viabilité économique et financière de l'intervention dépend, dans le cadre de la poursuite du PAIOSA de la prise en compte des résultats partiels obtenus dans le cadre du PADAP; ces résultats partiels restent le fondement du PAIOSA au niveau de son antenne Imbo.

Le risque qui peut être retenu est le manque de capitalisation assuré par le PADAP. Les mesures prises sont le transfert du PADAP dans sa totalité au PAIOSA, toutes les activités ont été intégrées dans la poursuite du PAIOSA.

Un exemple peut illustrer ce qui précède:

Afin d'assurer l'irrigation du maximum de superficie, le PADAP a initié et poursuivi les travaux d'urgence sur le réseau de manière à éviter toute rupture dans la logique hydraulique et donc répondre aux besoins en eau des irrigants.

Parallèlement, dans la même période, le PAIOSA a financé les études et l'élaboration du DAO en vue de l'aménagement des 3.000 ha du réseau d'irrigation des communes de Rugombo et Buganda.

Dans le même temps, le PAIOSA a organisé les activités en relation avec l'augmentation des productions et l'amélioration de la conservation et de transformation à travers les appuis apportés aux Champs école Paysans, au renforcement des capacités des OP ainsi que les FIF (Fonds d'Investissement Filière) permettant aux associations d'accéder à des hangars de stockage, des machines pour la transformation des productions,...

Sans oublier le démarrage des activités liées à l'ingénierie sociale et à l'appropriation du réseau par les irrigants ainsi que la finalisation de TdR relatifs à la gestion des infrastructures et de l'eau sur le réseau et qui porte le titre suivant:

"Consultance externe visant à Elaborer les propositions de modalités pour la mise en place d'une société de l'eau dans le cadre des aménagements hydro-agricoles des communes Rugombo et Buganda en Province Cibitoke (plaine de l'IMBO)"

3.1.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Le Projet d'Appui au Développement Agricole de la Province de Cibitoke (PADAP Cibitoke) qui a pour objectif spécifique "L'augmentation et la Valorisation des productions agricoles de la Province de Cibitoke" 'est positivement perçu par les groupes cibles (surtout les familles de producteurs installées sur le réseau d'irrigation) puisqu'il entre dans le règlement des préoccupations des populations en matière de réhabilitations d'urgence permettant de maintenir fonctionnel le réseau. Le degré d'appropriation de l'intervention par les producteurs dépendra donc de la réponse rapide du PAIOSA aux demandes des paysans afin d'assurer les petits travaux d'urgence indispensables pour disponibiliser l'eau et assurer le bon fonctionnement du réseau en attendant la fin des travaux d'aménagement dont la réception ne pourra se faire avant fin 2018.

L'autre groupe cible important était la DPAE. En effet l'intervention s'est investie en terme de matériels roulant, communications, bureautique, mobilier,... ainsi qu'en termes de leur fonctionnement (carburant, entretiens, unités de tél mobiles, accès à internet,...). Mais l'arrêt de cet appui apporté à travers la contractualisation et le retrait de 2 véhicules qui permettaient

en grande partie à la DPAE d'assurer la supervision des activités, risque de provoquer une démobilitation / désolidarisation complète de la part de la DPAE.

La DPAE a cependant eu accès à des formations visant le renforcement de capacités sur la planification opérationnelle et financière. Elle a également bénéficié de son diagnostic avec description détaillée des tâches du Directeur et des chefs de service,...

3.1.3 Quels ont été le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

L'ancrage institutionnel du projet était sous la tutelle opérationnelle de la Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage de la Province de Cibitoke (DPAE Cibitoke) du 15 février 2010 au 31 octobre 2015, date du passage du type de gestion "cogestion" au type de gestion "Régie". Cette évolution vers la gestion de projet de type Régie est due à la décision du Ministère de la coopération belge d'arrêter ou suspendre tout type d'aide relevant de l'appui budgétaire ou institutionnel auprès des Ministères techniques concernés y compris celui de l'Agriculture et de l'Elevage et donc de ses services décentralisés comme les DPAE.

Dès le 12 février 2013, date du transfert du PADAP au sein du Programme PAIOSA, Le PADAP n'a plus organisé aucune SMCL; celles-ci étant désormais sous la responsabilité du PAIOSA.

Le PADAP a cependant continué d'exister à travers ses composantes 1 et 4 dans le cadre de la réception de travaux (réhabilitation de bureaux communaux DPAE pour la composante 1 et également dans le cadre de travaux de réhabilitation et de construction pour la composante 4 (réhabilitation de 3 centres semenciers et construction de la prise d'eau sur la Nyamagana, prise à partir de laquelle les 3.000 ha du réseau seront irrigués.

Depuis la suppression des primes structurelles, des moyens mis à la disposition de la DPAE pour fonctionner (véhicules, carburant, unités pour communiquer,...), le risque potentiel est déjà perceptible depuis le début de l'année 2016 réside dans le constat d'une démotivation générale de l'ensemble des agents de la DPAE, compte tenu de son statut de structure pérenne et de proximité.

3.1.4 Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle positivement contribué à la capacité institutionnelle et de gestion ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Sur les plans technique, organisationnel et financier, le PADAP a renforcé et ou jeté les bases du renforcement qui devait aboutir à la capacité de la DPAE d'assurer ses fonctions régaliennes.

Mais suite à ce qui est repris au point 3.1.3, le PAIOSA ne pourra pas poursuivre cet appui suite aux problèmes politiques existant entre le Burundi et la Belgique.

Les mesures à prendre seraient de remettre en place un cadre permettant de remotiver les structures décentralisées Provinciales et surtout la DPAE.

4 Apprentissage

4.1 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Output n°1: Appui à la DPAE :	
Dans le souci de garder, voire renforcer une bonne collaboration efficace et une communication transparente avec les partenaires locaux (Province, Communes, DPAE,...), il est urgent de mettre en place un cadre permettant de faire appel à des compétences locales et ainsi de collaborer efficacement avec l'antenne afin de mener à bien les "chantiers" spécifiques.	Siège, UAC
Assurer le renforcement des capacités de la DPAE (en tant que structure pérenne déconcentrée), pour qu'elle soit capable d'assumer pleinement ses fonctions régaliennes et son rôle d'encadrement des agri-éleveurs de la Province	MINAGRIE, UAC
Toutes les formations devraient être ponctuées par un contrôle de vérification de connaissances apportées par les formations.	UAC
Maintenir un niveau de communication non seulement entre les responsables du Projet, des autorités locales et de la DPAE mais aussi entre les agents de ces structures	Antenne, DPAE, autorités locales
Output n° 2 et 3: Appui à l'émergence d'une professionnalisation agricole et Appui aux initiatives économiques privées au sein des chaînes de valeur :	
Le Diagnostic des OP a montré que la plupart d'entre elles étaient opportunistes. Un classement en trois catégories aurait dû amener le PADAP à appuyer de manière significative les meilleures, qui servant d'exemple auraient pu faire "effet boule de neige" pour au moins une partie diagnostiquée dans la catégorie intermédiaire. Celles diagnostiquées opportunistes devaient être abandonnées.	UAC, antennes
L'expérience ayant montré le peu d'intérêt de la part des producteurs et des OP pour les Centres d'Appui aux Initiatives (CAI) prévus dans le DTF. Compte tenu de cette réalité, le renforcement des activités liées à l'appui aux OP, aux CEP et aux FIF, initiées par le PAIOSA pool Agri est à encourager. Particulièrement pour les FIF, recentrer les efforts sur des investissements porteurs pour les filières PAIOSA	Intervention
Sur base des TdR existant, lancer le marché de services relatif aux études de marché des filières retenues par la PAIOSA (riz, maïs et banane) le + vite possible	Intervention
Le débouché pour l'écoulement des productions agricoles de la Province aurait dû faire l'objet de plus d'attention de la part du PADAP. La prise en compte du facteur Qualité tant au niveau de la production que de la transformation aurait dû être une priorité pour en faciliter l'écoulement.	Antenne et DPAE
Output n° 4: Réhabilitation / mise en place d'infrastructures publiques :	
Nécessité de développer un plus grand professionnalisme dans la gestion des infrastructures et d'adapter les projets d'infrastructures aux capacités des usagers et des entreprises (coût bénéfique de l'investissement et ingénierie sociale)	Intervention, départements du partenaire, OP
Développer une stratégie de prise en charge des coûts liés aux gros travaux de maintenance et entretien par le Gouvernement (MINAGRIE MEEATU) ainsi que d'autres acteurs impliqués dans la bonne gestion du Réseau d'irrigation	MINAGRIE, concertation partenaires
Analyser plus en profondeur les raisons pour lesquelles les feux de brousse font de plus en plus de dégâts. Après analyse, recherche des solutions appropriées aux raisons de mise à feu (provoquer les repousses des pâturages, vandalisme pur, non implication dans la gestion des boisements communaux,...)	Antennes, autorités locales et DPAE

Enseignements tirés	Public cible
D'une manière générale :	
Faible leadership et manque de suivi responsable des activités du programme de la part des DPAE : nécessité de formation des services DPAE	EST, formateurs, intervention
Constat de l'insuffisance de visibilité de l'ensemble des activités du Projet tant au niveau Provincial qu'au niveau National.	UAC, antenne, DPAE, Autorités.
Les dossiers les plus importants en termes de volume et de budget doivent être traités collégialement en séance de travail et non par mail.	UAC, antenne

4.2 Recommandations

Recommandations	Source	Public cible
OBJECTIF SPECIFIQUE (OUTCOME)		
Impliquer plus les responsables de l'antenne dans le S&E des activités. Faire chaque mois le point sur le respect des planifications trimestrielles	2.2.8	Cadres / agents DPAE
Améliorer la communication, la capitalisation et la visibilité relatives aux activités de l'antenne.	4.1	Staff antenne DPAE, et OPs
RESULTAT 1:		
Faire une évaluation des contrats de performance des cadres de la DPAE Cibitoke, et mettre en place le plus rapidement possible, par le biais des accords de subside par exemple, un système permettant de remotiver les agents de la DPAE et de ressouder le binôme DPAE Cibitoke - antenne Imbo du PAIOSA. Proposer un cadre visant à remotiver les agents mais basé sur les résultats (semblable aux contrats de chantier)	2.2.4	Siège
Organiser trimestriellement des réunions de coordination de l'ensemble des intervenants développement rural dans la Province sous la présidence de la DPAE.	2.2.5	MINAGRIE, UAC - antenne
RESULTATS 2 et 3 :		
Renforcer les activités FIF, CEP et l'appui aux OP sur le réseau d'irrigation	2.2.3	Pool Agri
Développer les dispositifs d'information et de communication agricoles par et pour les OP et producteurs de base	4.1	Antenne, S&E, DPAE
RESULTAT 4:		
<u>Aménagement des Bassins versants:</u> Organiser la protection des bassins versants des 3 rivières alimentant le réseau d'irrigation de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none"> - Approche EFI - conservation de la fertilité des sols (Moso) - Continuer la mise en place de haies anti-érosive (approche participative) - Continuer la production de plants forestiers par les associations - Développer les reboisements communaux sur les sommets de colline dans un cadre de gestion mixte (population riveraine: agriculteurs et éleveurs - du boisement et commune) - Développer l'Agro-foresterie dans les exploitations familiales se trouvant sur les flancs des collines 	2.2.3	Pool Infra, DPAE
<u>Réhabilitation et gestion du périmètre irrigué:</u> Intervenir rapidement afin d'assurer la fonctionnalité du réseau : <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des procédures d'urgence afin de réagir au plus vite et assurer l'alimentation en eau maximale en attendant la réception des travaux d'aménagement (fin 2018) - Démarrer l'étude de niveau international relative à la mise en place d'une structure de gestion des infrastructures et de l'eau impliquant toutes les 	2.2.3	Pool Infra, DPAE, AUE,

Recommandations	Source	Public cible
parties concernées (Province, Communes, DPAE, AUE, FADECI, .. - Renforcer les capacités des Organisations Paysannes du réseau et les organiser selon la logique hydraulique en une vingtaine d'associations gérant chacune environ 200 ha - Appuyer l'organisation du réseau en séparant d'une part le renforcement des OP (semences, techniques agricoles, hangar,... (aspects production, transformation et commercialisation) et d'autre part, la gestion de l'eau et l'entretien des canaux primaires sous la responsabilité de la structure en charge de la gestion de l'eau et de l'entretien des infrastructures (vannes, cascades, partiteurs, prises, ...)		
En cas d'entretien ou de dégâts sur la nouvelle prise, il faut pouvoir accéder aux vannes de prise (2) et de chasse (2) pour intervenir. Il est donc recommandé : - de mettre en place des batardeaux pour isoler ces prises - de réhabiliter l'ancienne prise P3 à proximité afin de pouvoir alimenter le réseau et augmenter la section de l'actuel canal 5 sur une longueur de 500 mètres environ de manière à assurer un débit suffisant pour compenser	2.2.3	Pool Infra, DPAE, AUE
Assurer absolument la fonctionnalité du réseau par les petits travaux de réhabilitation d'urgence afin d'éviter un désintérêt total des producteurs dans le cadre des travaux d'ingénierie sociale. Une absence de réaction de la part de l'antenne provoquerait incompréhension et mécontentement de la part des irrigants.	2.2.3	Pool Infra, DPAE, AUE
DIVERS		
Eviter d'attribuer des marchés à moins de 90 % de leur devis estimatif	5	MP
Donner plus d'importance au soft dès le début des travaux de réhabilitation / construction, dès que les concernés constatent le démarrage de travaux qui les concernent, les approches communication, concertation, sensibilisation, appropriation,... sont initiées en même temps	2.2.3	UAC, antenne

PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)

1 Suivi des décisions prises par la SMCL

1. SMCL du 10 juin 2010.

- Organiser la prochaine SMCL avec le projet d'Appui à la Décentralisation en Province de Cibitoke, accélérer dans la mesure du possible l'installation du PADAP à la DPAE et au projet MANE en attendant la réhabilitation et la construction de nouveaux bureaux. Suivre la fourniture des véhicules et des matériels IT en provenance de l'Europe
- Au moins 3 jours avant la tenue de la prochaine SMCL, les 5 documents suivants seront mis à disposition de l'ensemble des membres de la SMCL:
 - Bref rappel du projet et de son DTF
 - Etat d'avancement des travaux du PADAP
 - Planning financier de l'exercice 2011 et situation financière 2010
 - Planning opérationnel par ligne budgétaire
 - Plan de passation des marchés
- Plan Collaborer avec le PADAP Kirundo concernant l'attribution des primes de résultat, la gestion du fonctionnement des motos et des véhicules remis à la DPAE (en rapport avec des programmes de travail...)
- Il a été suggéré qu'un atelier de démarrage du Projet soit organisé après la période électorale et que les autres Directeurs d'Intervention soient invités à cet atelier

2. SMCL du 18 février 2011

- **Volet alphabétisation:** Il a été décidé par la SMCL de laisser le libre choix au projet du (des) partenaire(s) chargé(s) de l'exécution de l'alphabétisation. Cette motivation devra être argumentée. Toutes les combinaisons quant aux partenariats restent toutefois possibles. A terme, une convention sera élaborée et clairement proposée au(x) partenaire(s) Organiser
- **Volet leaders paysannes:** Guidé par l'approche filière et afin d'éviter une dispersion, il a été retenu par la SMCL que le PADAP intègre les femmes au sein des OPA dans les filières retenues où l'approche genre sera prise en compte. Ainsi l'activité appui aux leaders paysannes sera directement intégrée via l'appui aux OPA l'exercice 2011 et situation financière 2010
- **Concept et fonctionnalité du CAI:** Il a été convenu de commun accord avec la SMCL que le Centre d'Appui aux Initiatives va prendre la dénomination de Cellule d'Appui aux Initiatives. Dans un souci de pérennisation, cette cellule « légère » devrait s'ancrer sur une structure existante ou un noyau de structures (type OP). Au départ, la filière Thé pourrait être retenue avec sa fédération de producteurs (29 associations réunies en unions réunies en fédération en cours de structuration) mais se verra étendue à d'autres filières sur base des OPA motivées. Concernant le personnel, outre le coordonnateur et peut être un ou 2 personnes plus spécialisées sur des thèmes d'appui précis (microfin,...), le personnel d'appui au CAI sera directement contractualisé par l'OP ou la structure choisie pour l'ancrage sous forme de contrat de subvention pour le fonctionnement et liée à la performance de la structure (en rapport avec des programmes de travail...)
- **Partenariat financier:** Il a été avalisé par la SMCL de laisser au projet le choix du (des) partenaire(s) pour l'exécution de cette activité dans le cadre de l'amélioration de l'offre des produits financiers. Ce choix sera motivé par la fiabilité de (ou des) l'organisme partenaire et d'autre part, des types et de la qualité des produits financiers à mettre en œuvre mais aussi de leur proximité d'action par rapport aux zones d'intervention.
- **Composante 4:** Accord de la SMCL sur l'appel à manifestation d'intérêt relatif à l'étude sur le l'amélioration de la gestion des terres e de l'eau en plaine IMB0 (province de Cibitoke). Accord de la SMCL sur le lancement de la concertation avec les acteurs travaillant sur le réseau d'irrigation. Accord de la SMCL sur le démarrage des études et des travaux de réhabilitation des centres vétérinaires, des centres semenciers et de la construction d'abattoirs
- **Modification budgétaire:** Décision dans la partie "Régie" du budget global de ramener le budget réservé à la baseline de 50.000 € à 28.000 € dans la perspective de réaliser une baseline au moment du démarrage du PAIOSA prévu avant la fin de l'année 2011.

3. SMCL du 27 mars 2012

- **Primes personnel DPAE:** Décision d'appliquer au PADAP le même système de prime que celui adopté par le PAIOSA à savoir des contrats de performance (primes structurelles) pour les cadre de la DPAE (Directeur et chefs de service) et des contrats de chantier à travers lesquels les techniciens de la DPAE peuvent bénéficier de primes liées à la bonne réalisation d'activités bien définies (en terme de qualité du travail effectué et de

décal respecté).

- **Rapport annuel 2011:** Le rapport annuel pour l'exercice 2011 a été approuvé.
- **Modifications budgétaires:** En régie, le budget restant sur la base line (28.000 €) est transféré au à la ligne budgétaire "fonctionnement des véhicules ATI et cadre PADAP" et à la ligne budgétaire "autre frais de fonctionnement"
- **Futur Devenir du PADAP:** Dans le cadre du passage au PAIOSA, décision de concertation systématique entre le PADAP et le PAIOSA pour les aspects planification opérationnelle et financière

4. SMCL du 31 janvier 2013.

- **Avancement du PADAP:** La situation d'exécution de la programmation du PADAP Cibitoke au 31 décembre 2012 a été approuvée.
- **Modifications budgétaires:** Décision de transférer la totalité des budgets encore disponibles et alloués aux composantes 2 et 3 (sauf 146.345 € pour terminer les sessions d'alphabétisation) ainsi que les budgets encore disponibles et alloués à la partie Régie aux composantes 1 (à raison de 375.293 €) pour terminer la réhabilitation des bureaux communaux et 4 (à raison de 1.558.529 €) pour financer les travaux de construction de la prise unique destinée à irriguer les 3.000 ha du réseau d'irrigation.
- **Transition PADAP - PAIOSA:** La SMCL approuve la transition du mode opérationnel du PADAP Cibitoke vers le PAIOSA

5. SMCL du 12 février 2013.

- **Transition PADAP - PAIOSA:** La SMCL approuve la transition effective opérationnelle et financière du PADAP Cibitoke vers le statut d'antenne IMBO du PAIOSA.
 - Validation du planning 2013 et du rapport d'activités PADAP de l'exercice 2012
 - Validation des modalités de migration du PADAP Cibitoke vers le statut d'antenne IMBO du PAIOSA
 - Validation du manuel de fonctionnement du Programme
 - Validation des propositions d'affectation des reliquats PAI Isabu et APIP et mandat donné au PAIOSA de développer des mini DTF y relatifs
 - Validation de la proposition de révision budgétaire (voir annexe 2)
 - Validation des propositions de recrutement d'experts internationaux GR et ingénierie sociale ainsi que de la prolongation de l'expert international suivi-évaluation
 - Mise en place d'1 taskforce Contractualisation sous pilotage DRH pour une meilleure institutionnalisation des systèmes de contractualisation à la performance au sein du MINAGRIE avec l'objectif d'une gestion du système de contractualisation par le MINAGRIE d'ici le mois de mai 2013
 - Taxation contractualisation - dès mai 2013, les paiements des primes de performance aux agents MINAGRIE devront faire l'objet de paiements de taxes par le MINAGRIE à travers le fonds de contrepartie (le taux sera défini en avril compte tenu des résultats des négociations OBR - MINAGRIE)
 - Evaluation du système de contractualisation à la performance devra prendre place avant fin 2013. L'élaboration des TdR et processus de mobilisation de l'expertise y nécessaire devront être programmés en conséquence
 - Mise en place d'un groupe de haut niveau pour l'accompagnement de la concertation avec les orpailleurs dans l'IMBO en vue d'assurer la protection nécessaire des aménagements et ouvrages prévus.

2 Dépenses

Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of BDI0805111

Project Title : **Projet d'Appui au Développement Agricole dans la province de Cibitoke**

Budget Version : **I2** Year to month : 30/04/2016

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2012	2013	2014	2015	Expenses	Total	Balance	% Exec	
A COMPOSANTE 1: RENFORCEMENT			699.390,52	458.110,23	188.768,79	48.629,18	-855,90	0,00	694.652,30	4.738,22	99%	
01 La DPAE dispose de moyens pour			656.725,83	415.445,05	188.768,79	48.629,18	-855,90	0,00	651.987,12	4.738,71	99%	
01 Equiper la DPAE			COGES	311.351,71	311.351,71			0,00	311.351,71	0,00	100%	
02 Appuis financiers à la DPAE pour ses			COGES	103.992,44	103.990,75			0,00	103.990,75	1,69	100%	
03 Appui aux DPAE Bubanza et Cibitoke			COGES	241.381,68	102,59	188.768,79	48.629,18	-855,90	0,00	236.644,66	4.737,02	98%
02 La DPAE assume ses mandats			42.664,69	42.665,18				0,00	42.665,18	-0,49	100%	
01 Clarification des mandats			REGIE	41.601,26	41.601,71			0,00	41.601,71	-0,45	100%	
02 Renforcement des capacités de la DPAE			COGES	1.063,43	1.063,47			0,00	1.063,47	-0,04	100%	
03 Les expériences locales sont capitalisées			0,00					0,00	0,00	0,00	??%	
01 Suivi et capitalisation des changements			COGES	0,00				0,00	0,00	0,00	??%	
04 Les fonctions productives et commerciales			0,00	0,00				0,00	0,00	0,00	??%	
01 Accompagnement du processus			COGES	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	??%	
B COMPOSANTE 2: APPUI À L'ÉMERGENCE			79.025,60	78.975,08	50,52			0,00	79.025,60	0,00	100%	
01 L'alphabétisation des paysans, et en			56.955,15	56.955,15				0,00	56.955,15	0,00	100%	
01 Equipement des centres d'alphabétisation,			COGES	0,00				0,00	0,00	0,00	??%	
02 Réalisation de sessions (de 6 mois)			COGES	56.955,15	56.955,15			0,00	56.955,15	0,00	100%	
02 Les leaders paysannes sont renforcées			0,00					0,00	0,00	0,00	??%	
01 Appui aux leaders paysannes			COGES	0,00				0,00	0,00	0,00	??%	
03 Les associations et groupements sont			22.070,45	22.019,92	50,52			0,00	22.070,45	0,00	100%	
01 Diagnostic des OP de la province et			COGES	0,00				0,00	0,00	0,00	??%	
			REGIE	1.509.822,04	1.190.688,02	276.676,34	41.262,88	2.240,97	0,00	1.509.771,56	50,48	100%
			COGEST	3.490.177,96	1.132.782,75	905.175,69	1.227.053,47	101.949,37	123.125,63	3.490.086,92	91,04	100%
TOTAL			5.000.000,00	2.323.470,77	1.181.852,03	1.268.316,35	104.190,34	123.125,63	4.999.858,48	141,52	100%	



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of BDI0805111

Project Title : **Projet d'Appui au Développement Agricole dans la province de Cibitoke**

Budget Version : **I2** Year to month : 30/04/2016

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2012	2013	2014	2015	Expenses	Total	Balance	% Exec
02 Appui organisationnel et institutionnel aux OP		COGES	22.070,45	22.019,92	50,52			0,00	22.070,45	0,00	100%
03 Appuyer la structuration vers des niveaux		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
C COMPOSANTE 3: APPUI AUX INITIATIVES			152.274,20	152.274,20				0,00	152.274,20	0,00	100%
01 Les CAI sont installés et opérationnels			85.309,47	85.309,48				0,00	85.309,47	0,00	100%
01 Installer les CAI		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
02 Mise en place des activités d'appui		COGES	22.602,21	22.602,21				0,00	22.602,21	0,00	100%
03 Installer les CAI		REGIE	62.707,26	62.707,26				0,00	62.707,26	0,00	100%
02 Des initiatives économiques au sein de			60.787,41	60.787,41				0,00	60.787,41	0,00	100%
01 Identifier et prioriser les initiatives		COGES	5.892,30	5.892,30				0,00	5.892,30	0,00	100%
02 Apporter les appuis techniques et financiers		REGIE	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
03 Apporter les appuis techniques et financiers		COGES	55.095,11	55.095,11				0,00	55.095,11	0,00	100%
03 La structuration des filières est amorcée			0,00					0,00	0,00	0,00	7%
01 Favoriser la concertation entre acteurs des		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
04 L'offre de produits financiers accessibles			6.177,32	6.177,32				0,00	6.177,32	0,00	100%
01 Dresser un diagnostic de la micro finance		COGES	0,00	0,00				0,00	0,00	0,00	7%
02 Participer au renforcement des services		COGES	6.177,32	6.177,32				0,00	6.177,32	0,00	100%
D COMPOSANTE 4: MISE EN PLACE OU LA			2.863.796,16	505.821,14	742.603,53	1.195.626,27	107.334,24	122.882,93	2.674.188,12	-10.371,96	100%
01 Une action pilote de réhabilitation /			2.317.916,22	431.711,24	575.273,86	1.100.666,95	107.334,24	119.185,90	2.334.172,20	-16.255,98	101%
01 Processus de concertation par les acteurs		COGES	28.932,38	28.932,38				0,00	28.932,38	0,00	100%
02 Accompagnement des acteurs (organisme de		COGES	57,49	57,49				0,00	57,49	0,00	100%
		REGIE	1.509.822,04	1.190.688,02	276.676,34	41.262,88	2.240,97	0,00	1.509.771,56	50,48	100%
		COGEST	3.490.177,96	1.132.782,75	905.175,69	1.227.053,47	101.949,37	123.125,63	3.490.086,92	91,04	100%
TOTAL			5.000.000,00	2.323.470,77	1.181.852,03	1.268.316,35	104.190,34	123.125,63	4.999.858,48	141,52	100%



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of BDI0805111

Project Title : **Projet d'Appui au Développement Agricole dans la province de Cibitoke**

Budget Version : **I2** Year to month : **30/04/2016**

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2012	2013	2014	2015	Expenses	Total	Balance	% Exec
03 Réalisation des travaux		COGES	2.288.926,35	402.721,37	575.273,86	1.100.666,95	107.334,24	119.185,90	2.305.182,33	-16.255,98	101%
04 L'action pilote est capitalisée		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
02 Des mesures de protection de			218.918,19	59.501,94	109.206,49	50.209,76		0,00	218.918,19	0,00	100%
01 Plantation d'espèces forestières et agro		COGES	16.408,75	16.408,75				0,00	16.408,75	0,00	100%
02 Aménagements antiérosifs (courbes de		COGES	202.509,44	43.093,19	109.206,49	50.209,76		0,00	202.509,44	0,00	100%
03 Les centres semenciers et vétérinaires sont			126.961,75	14.607,95	58.023,18	44.749,57		3.697,03	121.077,73	5.884,02	95%
01 Réhabilitation		COGES	126.961,75	14.607,95	58.023,18	44.749,57		3.697,03	121.077,73	5.884,02	95%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE			0,00					0,00	0,00	0,00	7%
01 Réserve budgétaire			0,00					0,00	0,00	0,00	7%
01 Réserve budgétaire Cogestion		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
02 Réserve budgétaire Régie		REGIE	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			1.405.513,52	1.128.290,13	250.529,19	24.060,89	-2.288,00	242,70	1.399.738,26	5.775,26	100%
01 Frais de personnel			1.202.922,10	927.533,05	237.364,51	38.024,54		0,00	1.202.922,10	0,00	100%
01 Assistant technique		REGIE	977.116,63	780.412,90	172.593,96	24.109,75		0,00	977.116,63	0,00	100%
02 Staff national		REGIE	225.805,47	147.120,15	64.770,53	13.914,79		0,00	225.805,47	0,00	100%
03 Volontaire		REGIE	0,00	0,00				0,00	0,00	0,00	7%
02 Investissements			87.038,80	80.762,92	6.275,89			0,00	87.038,81	-0,01	100%
01 Véhicules AT		REGIE	59.567,98	59.567,98				0,00	59.567,98	0,00	100%
02 Fournitures et équipement bureau		REGIE	6.317,89	6.317,70				0,00	6.317,70	-0,01	100%
03 Equipement IT		REGIE	21.153,13	14.877,24	6.275,89			0,00	21.153,13	0,00	100%
		REGIE	1.509.822,04	1.190.688,02	276.676,34	41.262,88	2.240,97	0,00	1.509.771,56	50,48	100%
		COGEST	3.490.177,96	1.132.782,75	905.175,69	1.227.053,47	101.949,37	123.125,63	3.490.086,92	91,04	100%
		TOTAL	5.000.000,00	2.323.470,77	1.181.852,03	1.268.316,35	104.190,34	123.125,63	4.999.858,48	141,52	100%



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of BDI0805111

Project Title : **Projet d'Appui au Développement Agricole dans la province de Cibitoke**

Budget Version : **I2** Year to month : 30/04/2016

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2012	2013	2014	2015	Expenses	Total	Balance	% Exec
03 Frais de fonctionnement			87.301,33	73.800,84	9.781,94	3.681,44	-1,15	0,00	87.263,07	38,26	100%
01 Loyer du bureau direction de l'intervention		REGIE	0,00					0,00	0,00	0,00	??%
02 Frais de fonctionnement des véhicules (hors		REGIE	55.829,05	44.443,22	7.863,51	3.522,32		0,00	55.829,05	0,00	100%
03 Communications		REGIE	8.079,35	5.965,45	1.918,43	186,04		0,00	8.069,91	9,44	100%
04 Fournitures de bureau		REGIE	9.122,91	9.122,91				0,00	9.122,91	0,00	100%
05 Autres frais de fonctionnement		REGIE	14.270,02	14.269,27		-26,92	-1,15	0,00	14.241,20	28,82	100%
04 Audit et Suivi et Evaluation			28.251,29	1.536,25	26.715,04			0,00	28.251,29	0,00	100%
01 Baseline (inclus audits organisationels et		REGIE	26.715,04		26.715,04			0,00	26.715,04	0,00	100%
02 Back stopping CTB		REGIE	0,00					0,00	0,00	0,00	??%
03 Evaluation finale		REGIE	0,00					0,00	0,00	0,00	??%
04 Audit		REGIE	1.536,25	1.536,25				0,00	1.536,25	0,00	100%
05 TVA à récupérer			0,00	44.084,91	-29.600,46	-17.641,56	-2.288,66	242,70	-5.203,06	5.203,06	??%
01 TVA à récupérer		REGIE	0,00	2.173,83	-3.453,31	-439,57	2.240,31	0,00	521,27	-521,27	??%
02 TVA à récupérer		COGES	0,00	41.911,08	-26.147,15	-17.201,99	-4.528,97	242,70	-5.724,33	5.724,33	??%
99 Conversion rate adjustment			0,00	572,15	-7,73	-3,53	1,81	0,00	-533,95	533,95	??%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	572,15	-7,73	-3,53	1,81	0,00	-533,95	533,95	??%
99 Conversion rate adjustment		COGES	0,00					0,00	0,00	0,00	??%
		REGIE	1.509.822,04	1.190.688,02	276.676,34	41.262,88	2.240,97	0,00	1.509.771,56	50,48	100%
		COGEST	3.490.177,96	1.132.782,75	905.175,69	1.227.053,47	101.949,37	123.125,63	3.490.086,92	91,04	100%
		TOTAL	5.000.000,00	2.323.470,77	1.181.852,03	1.268.316,35	104.190,34	123.125,63	4.999.858,48	141,52	100%



3 Taux de décaissement de l'intervention

Source de financement	Budget cumulé (en €)	Dépenses réelles cumulées (en €)	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
Contribution directe belge	5.000.000	4.999.858,48	100 %	Situation au 30/04/2016
Contribution du pays partenaire	850.000	850.000	100 %	<ul style="list-style-type: none"> - La mise à disposition des locaux pour l'installation de l'UGP au sein du MINAGRIE, la valeur locative étant estimée à 600 Euros par mois. - Les salaires toutes charges comprises du personnel de la DPAAE. - L'ensemble des taxes prises en charge par le Burundi relatives aux biens et équipements commandés par le projet (y compris pour les réhabilitations), estimé à 657.575 Euros. - La TVA a été payée par le projet puis remboursée par le gouvernement du Burundi.
Autre source	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT

4 Personnel de l'intervention

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
1. Personnel national mis à disposition par le pays partenaire : 1. NIBASUMBA Désiré 2. KANYARU Roger	H H	01/09/2010 – fin le 30/04/2012 08/09/2010 – fin le 30/04/2012
2. Personnel d'appui, recruté localement par la CTB : 1. SIBOMANA Siméon 2. CISHAHAYO Crescence 3. NZEYIMANA Libérate 4. NTAHOMVUKIYE Hassan Willy 5. KABANGA Omary 6. NKUNZI EIVIS 7. NDAYIKENGURUKIYE Eliphaz 8. NIYONGERE Jacqueline 9. KAZE Christelle 10. NDAMAMA Roger	H F F H H H H F F H	05/04/210 transféré au PAIOSA le 01/03/2014 03/05/2010 transféré au PAIOSA le 01/03/2014 05/07/2010 transféré au PAIOSA le 01/03/2014 16/08/2010 transféré au PAIOSA le 01/03/2014 08/09/2010 – fin le 30/04/2012 08/09/2010 transféré au PAIOSA le 01/03/2014 16/11/2010 – fin le 15/02/2014 06/06/2011 transféré au PAIOSA le 01/03/2014 04/07/2011 transféré au PAIOSA le 01/03/2014 02/05/2012 transféré au PAIOSA le 01/03/2014
3. Personnel de formation, recruté localement : NEANT		
4. Personnel international (hors CTB) : NEANT		
5. Experts internationaux (CTB) : 1. GOURGUE Henri 2. PIERRARD Eric 3. VLEMINCKX Jorre 4. VANDENDRIESCHE Hélène 5. VAN DER MEEREN Thijs	H H H F H	15/02/2010 - transféré au PAIOSA le 01/03/2014 01/05/2010 - fin le 30/06/2012 01/10/2010 - transféré au PAIOSA le 01/10/2011 01/10/2010 - transféré au Projet police le 01/04/2011 03/11/2013 - fin ce contrat en novembre 2014

5 Marchés publics

REGISTER OVERHEIDSOPDRACHTEN "BURUNDI" REGISTRE MARCHÉS PUBLICS								
Numéro d'ordre	Intitulé du CSC/DAO	Date et heure de clôture	Date de notification	Budget prévu (euros)	Montant final du marché passé (euros)	Montant final de la dépense (unité monétaire)	Montant final de la dépense (équivalent en euros)	Attributaire
1	FOURNITURE DE DEUX VEHICULES PICK-UP POUR LE PADAP(CTB-BDI 362/2010)	22/09/2010 à 11h	INFRUCTUEUX_	53 333,33 €	INFRUCTUEUX_	INFRUCTUEUX_	INFRUCTUEUX_	INFRUCTUEUX_
2	REHABILITATION DES BUREAUX DE LA DPAAE(CTB-BDI 077/2010)	23/09/2010 à 9h	14/12/2010	12 000,00 €	11 085,50 €	20.479.945 BIF	12 799,90 €	ECM
3	TRAVAUX D'EXTENSION DES BUREAUX DE LA DPAAE (CTB-BDI 372 /2010)	11/11/2010 à 10h	10/01/2011	30 000,00 €	28 864,60 €	47 438 697 BIF	29 649,10 €	WATEL
2011								
4	FOURNITURE DE MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE AU DPAAE CIBITOKE (CTB-BDI 096)	25/05/2011 à 10h	INFRUCTUEUX	19 400,00 €	INFRUCTUEUX	INFRUCTUEUX	INFRUCTUEUX	INFRUCTUEUX
5	FOURNITURE DE DEUX VEHICULES PICK-UP POUR LE PADAP(CTB-BDI 413/2011)	14/06/2011 à 9H'	02/09/2012	53 333,33 €	40 125,00 €	64 200 000 BIF	40 125,00 €	OLDEAST
6	FOURNITURE D'UN GROUPE ELECTROGENE(CTB-BDI 097-2011)	31/05/2011 à 9H	09/06/2011	21 500,00 €	20 551,00 €	32.881.553 BIF	21 600,70 €	METALUBIA
7	FOURNITURE DE MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE AU DPAAE CIBITOKE (CTB-BDI 096/2011)	11 /07/2011 à 10h	11/08/2010	19 400 €	12 047,50 €	19.276.142 BIF	12 047,50 €	BUROFLASH
9	ETUDE EN MICROFINANCE RURALE SUR LA PROVINCE DE CIBITOKE (CTB-BDI 106-2011)	9/09/2011 à 10H	17/10/2011	8 700 €	6 850,00 €	10.960.000BIF	6 850,00 €	MCG
10	ETUDE SUR L'AMELIORATION DE LA GESTION DES TERRES EN PLAINES DE L'IMBO(CTB-BDI 416/2011)- DNCMP/57/S/2011	6/10/2011 à 11H	26/01/2012	350 000 €	385 000,00 €	461 842,00 €	461 842,00 €	SHER
11	Fourniture de deux motoculteurs avec accessoires(CTB -BDI /132_2011)	2/12/2012 à 12h	06/01/2012	10 000 €	10 222,00 €	16.348.800 BIF	10 222,00 €	CTAGL
12	Fourniture de 7 motos CAI CTB_BDI/473/2012	08/12/2012	13/01/2012	24 063 €	24 106,00 €	38 570 000 BIF	24 106,00 €	BAP
13	Diagnostic de la DPAAE Cibitoke PNSP BTC-CTB/475	05/01/2012 à 10h	06/02/2012	31 000 €	24 800 €	39.680.000BIF	36 250,00 €	AGRER
14	Etude et surveillance des travaux de réhabilitation /construction des centres vétérinaires de la Province de Cibitoke N° BDI/479/2012	09/01/2012	25/01/2012	24 062 €	19 881 €	31810000 BIF	16 506,07 €	GECIBA
15	Organisation de la concertation entre les acteurs du réseau d'irrigation en communes de Buganda et Rugombo(CTB-BDI/476/2012)	18/01/2012	26/01/2012	23 750 €	23 906 €	38 250 000 BIF	28 562,50 €	CACERISE

REGISTER OVERHEIDSOPDRACHTEN "BURUNDI" REGISTRE MARCHÉS PUBLICS								
Numéro d'ordre	Intitulé du CSC/DAO	Date et heure de clôture	Date de notification	Budget prévu (euros)	Montant final du marché passé (euros)	Montant final de la dépense (unité monétaire)	Montant final de la dépense (équivalent en euros)	Attributaire
2012								
16	Travaux de réhabilitation du canal 7 du réseau d'irrigation en commune Rugombo (CTB-BDI/147/2012)	06/03/2012	29/03/2012	20 500 €	20 613,00 €	32 980 160B	23 610,70 €	TABUCO
17	Appui à la structuration des partenaires agricoles de la Province de Cibitoke (CTB-BDI 150/2012)	07/03/2012	13/03/2012	12 000 €	15 471 €	28 878 640 BIF	18 0495 €	CAPAD
18	Fourniture matériel Vétérinaire (CTB -BDI /488/2012)	17/02/2012	13/03/2012	22 800 €	17176	27 481 000 BIF	13 85,14 €	ALCHEM
19	Consultance perleée en génie civil sur une période de 22 mois (CTB-BDI /489/2012)	10/02/2012	16/02/2012	23 000 €	13 500,00 €	21.600.000BIF	13 500,00 €	Yélena BUREGURE
20	FOURNITURE DE vingt(20) MOTOS TOUT TERRAIN POUR LE PADAP CIBITOKÉ (CTB-BDI/412/2012)	05/03/2012	16/05/2012	75 000 €	78 125,00 €	125 000 00BIF	78 125,00 €	BAP
21	Fourniture de sachets plastiques pour la production de plants forestiers en Province de Cibitoke (CTB-BDI / 509/2012)	23/03/2012	19/04/2012	23 560 €	13 265,60 €	21 225 000B	13 265,60 €	ALCHEM
22	Travaux de réhabilitation de la maison du Directeur de la DPAA Cibitoke (CTB-BDI 159-2012) (Demande de cotation du 12.03.2012)	26/03/2012	INFRUCTUEUX	14 375 €	INFRUCTUEUX	INFRUCTUEUX	INFRUCTUEUX	INFRUCTUEUX
23	Fourniture des intants pour la coopérative ITEKAKURIBOSE productrice de tomates (CTB- BDI 161-2012)	09/04/2012	19/04/2012	12 385 €	11 874,90 €	18 999 925B	11 874,90 €	CHM Business Center
24	Fourniture de 25.000 boucles,9 pinces et 9 sacs (CTB-BDI /496-2012)	02/03/2012	13/03/2012	24 225 €	22664	36.262.395BIF	22 664 €	COOPER BURUNDI
25	Travaux de réhabilitation de la maison du Directeur de la DPAA Cibitoke N° CTB-BDI 159 /2012(Demande de cotation du 10.04.2012)	30/04/2012	22/05/2012	14 375 €	16 019 €	25 630 150 BIF	17 805 €	SGGC
26	Fourniture matériel d'insémination artificielle CTB- BDI 506 /2012	21/05/2012	24/10/2012	81 250 €	45 .612	72.885.979BIF	16455,00 €	ALCHEM
27	Fourniture de 13 Motos tout terrain CTB-BDI/519/2012	01/06/2012	05/11/2012	48 750 €	50 144,37 €	80 231 000B	50 144,37 €	BAP
28	Travaux de construction/ réhabilitation des centres vétérinaires de la Province de Cibitoke -CTB- BDI/520 (LOT 1& LOT 2)	11/06/2012	24/10/2012	70 310 €	74 648,23 €	119 437 175 BIF	49 713,78 €	CONEC (LOT1)- SECOBA(LOT 2)
29	Fourniture de vélo CAICTB-BDI/178	01/06/2012	03/07/2012	13 750 €	7 551 €	12 081 300 BIF	7 551 €	GTS

REGISTER OVERHEIDSOPDRACHTEN "BURUNDI" REGISTRE MARCHÉS PUBLICS								
Numéro d'ordre	Intitulé du CSC/DAO	Date et heure de clôture	Date de notification	Budget prévu (euros)	Montant final du marché passé (euros)	Montant final de la dépense (unité monétaire)	Montant final de la dépense (équivalent en euros)	Attributaire
30	Consultation pour la mise en place du suivi-évaluation du PADAP Cibitoke CTB-BDI/181-2012	01/06/2012	11/07/2012	14 063 €	14 063 €	22 500 000 BIF		Jean Pierre RWANTABAGU
31	Travaux de Construction/ réhabilitation des bureaux communaux de la DPAE Cibitoke -CTB-BDI/533/2012(LOT1&2)	28/09/2012	22/01/2013	78 014,9 €	846,63 €	78.154.615 BIF	48 846,63 €	CEMACO (LOT 2)
32	Fourniture de 25.000 Vitroplants de bananiers-CTB-BDI/192/2012	03/08/2012	27/08/2012	15 625 €	15 625 €	25 000 000 BIF	71235,23 €	PHYTOLABU
333	Prime d'assurance annuelle de 20 motos pour la DPAE Cibitoke CTB-BDI/194/2012	10/08/2012	27/08/2012	8 218,75 €	5 098,85 €	8 158 160 BIF	4 262,25 €	BICOR
35	Fourniture de vaccins et de matériel de vaccination pour la DPAE Cibitoke-CTB-BDI/184-2012	03/08/2012	INFRUCTUEUX	13 500 €	INFRUCTUEUX	INFRUCTUEUX	INFRUCTUEUX	INFRUCTUEUX
35	Fourniture d'une antenne VSAT pour le PADAP Cibitoke-CTB-BDI/190-2012	03/08/2012	30/08/2012	20 000,00 €	19 224,50 €	30 759 300	19 224,50 €	NETIS
36	Fourniture de vaccin et du matériel de vaccination pour la DPAE Cibitoke -CTB-BDI/562	09/11/2012	20/12/2012	110 000,00 €	52 607,07 €	84.163.323BIF	52 607,07 €	COOPER BURUNDI
37	Fourniture de 216 Vélos _CTB-BDI/567	05/11/2012	16/11/2012	23 000,00 €	18 900 €	30 240 000 BIF	18 900 €	BANTO
38	Fourniture de sachets plastic -CTB-BDI/569	05/11/2012	16/11/2012	22 750,00 €	15 403,10 €	24.645.000 BIF	51403,10 €	VITECH
39	MARCHÉ DE SERVICES RELATIF A UNE EXPERTISE EN GENIE CIVIL D'APPUI AU PADAP CIBITOKÉ /n°CTB-BDI/217/2012-	27/11/2012	15/12/2012	21 000,00 €	23 568,75 €	37.710.00BIF	23 568,75 €	Yélena BUREGURE
40	Fourniture du Matériel informatique destiné à l'appui de la COSPEC CTB-BDI 220	06/02/2013	MARCHE INFRUCTUEUX	23 687,50 €	MARCHE INFRUCTUEUX	MARCHE INFRUCTU	MARCHE INFRUCTUEUX	MARCHE INFRUCTUEUX
2013								
41	Fourniture du Matériel informatique destiné à l'appui de la COSPEC CTB-BDI/220	11/03/2013	MARCHE INFRUCTUEUX		MARCHE INFRUCTUEUX	MARCHE INFRUCTUEUX	MARCHE INFRUCTUEUX	MARCHE INFRUCTUEUX
42	Travaux de Construction/réhabilitation des bureaux communaux de la DPAE (Relance du LOT 2) CTB- BDI /585-2013	19/04/2013	31/07/2013	38 390,00 €	40 039,58 €	72.225.00BIF	29 169,22 €	IBB
43	Les travaux de construction d'une prise d'eau sur la rivière Nyamagana et ouvrages hydrauliques annexes pour l'alimentation en eau d'un périmètre irrigué d'environ 3000 ha dans les communes de Rugombo et Buganda en Province de Cibitoke CTB- BDI/584_DNCMP/46/T/2013	17/05/2013	22/08/2013	1 900 000,00 €		1.926.773.528 BIF et 621.729,30 €	1 613 139,53 €	MULTIFORM-COCHYDRO

REGISTER OVERHEIDSOPDRACHTEN "BURUNDI" REGISTRE MARCHÉS PUBLICS								
Numéro d'ordre	Intitulé du CSC/DAO	Date et heure de clôture	Date de notification	Budget prévu (euros)	Montant final du marché passé (euros)	Montant final de la dépense (unité monétaire)	Montant final de la dépense (équivalent en euros)	Attributaire
44	Fourniture d'une antenne VSAT et du matériel informatique pour la DPAE BUBANZA CTB-BDI/254-2013	06/05/2013	12/07/2013	16 300,00 €	18 685,98 €	36 691 000	13 975,78 €	NETIS(LOT 1)- COMPUSSERVICE (LOT 2) L'attributaire s'est désisté après attribution
45	Travaux de réparation du canal 1 alimentant les périmètres de MPARAMBO-RUGOMBO à partir de la Prise II NYAKAGUNDA (CTB-BDI/242)	06/05/2013	09/07/2013	20 000,00 €	20 217,65 €	37.853.450 BIF	9 683,81 €	CEMACO
46	Fourniture du matériel informatique destiné à l'appui de la COSPEC N°CTB-BDI/263(Relance)	24/06/2013	MARCHE ANNULÉ	15 301,64 €	MARCHE ANNULÉ	MARCHE ANNULÉ	MARCHEANNULÉ	MARCHE ANNULÉ
47	Captages 2 et 4 du Réseau d'irrigation situé en commune Rugombo sur la Rivière Nyakagunda et Nyamagana(Province de Cibitoke)CTB-BDI/277	23/09/2013	07/01/2014	19 763,80 €	37.216.000 BIF	37 216 000 BIF	21 347,53 €	ECRI
49	Travaux de réhabilitation des infrastructures des centres semenciers de MIRUDI,MPARAMBO et KARURAMA et d'un Bâtiment de la DPAE Cibitoke CTB-BDI/618(LOT 1)	20/11/2013	Infructueux	25 375,30 €	INFRUCTUEUX	INFRUCTUEUX	INFRUCTUEUX	INFRUCTUEUX
50	Travaux de réhabilitation des infrastructures des centres semenciers de MIRUDI,MPARAMBO et KARURAMA et d'un Bâtiment de la DPAE Cibitoke CTB-BDI/618(LOT 2)	20/11/2013	05/05/2014	24 130,80		49.422.900 BIF	25 824,42 €	SEACOF
51	Travaux de réhabilitation des infrastructures des centres semenciers de MIRUDI,MPARAMBO et KARURAMA et d'un Bâtiment de la DPAE Cibitoke CTB-BDI/618(LOT 3)	20/11/2013	05/05/2014	24 909,90 €		3.677.710 BIF	19 989,77 €	ECOCO

6 Accords d'exécution

NUM	CODE PROJET	ACT. CL	MOD EXEC.	INST.	TYPE	OBJET DE L'ACCORD	AUT CONTR.	MOD FIN	AUDIT	DATE SIGN.	DATE ENTREE EN VIGEUR	DATE FIN	DEV	MONTANT TOTAL ASSIGNE	SOLDE ACCORD
n°1	BDI0805111	A_01_02	Cogestion	DPAE Cibitoke	Ministère déconcentré	Primes personnel DPAE Cibitoke	Projet	Paiement direct des factures		01/05/11	01/01/12	28/02/12	BIF	35.000.000	19.763.900
n°2	BDI0805111		Cogestion	DPAE Cibitoke	Ministère déconcentré	Accord spécifique 1: Facilitation de la mise en œuvre de la formation des alphabétiseurs sur la Province de Cibitoke.	Projet	Paiement direct des factures		05/03/12	05/05/12	31/01/14	BIF	26.268.000	4.203.200
n°3	BDI0805111		Cogestion	DPAE Cibitoke	Ministère déconcentré	Accord spécifique 2: Facilitation de la mise en œuvre des sessions d'alphabétisation sur la Province de Cibitoke.	Projet	Paiement direct des factures		05/03/12	05/05/12	31/01/14	BIF	34.587.000	6.244.900
n°4	BDI0805111		Cogestion	DPAE Cibitoke	Ministère déconcentré	Accord spécifique 2: Facilitation Entretien et fonctionnement motos.	Projet	Paiement direct des factures		05/03/12	05/05/12	31/01/14	BIF	19.714.000	10.995.073
n°5	BDI0805111	A_01_03	Cogestion	DPAE Cibitoke	Ministère déconcentré	AE relatif à la vaccination de 19.000 bovins contre la fièvre aphteuse et de 1 000 chiens contre la rage-PAIOSA/ VDEVA - ANTENNE IMBO/46/2013.	Projet	Paiement direct des factures		16/01/13	01/03/13	30/04/13	BIF	5.675.000	210.000

NUM	CODE PROJET	ACT. CL	MOD EXEC.	INST.	TYPE	OBJET DE L'ACCORD	AUT CONTR.	MOD FIN	AUDIT	DATE SIGN.	DATE ENTREE EN VIGEUR	DATE FIN	DEV	MONTANT TOTAL ASSIGNE	SOLDE ACCORD
n°6	BDI0805111	D_02_02	Cogestion	DPAE Cibitoke	Ministère déconcentré	CONTRAT DE CHANTIER - Travaux en régie de la mise en œuvre d'ouvrage en gabions et remblais-PAIOSA/ VDEVA - ANTENNE IMBO/26/2013.	Projet	Paiement direct des factures		11/06/13	11/06/13	11/10/13	BIF	7.831.250	2.308.750
n°7	BDI0805111	A_01_03	Cogestion	DPAE Cibitoke	Ministère déconcentré	contrat de chantier relatif à la production de 2.000.000 plants forestiers, saison 2012-2013	Projet	Paiement direct des factures		31/05/12	01/06/13	31/12/13	BIF	11.400.000	-
n°8	BDI0805111	A_01_03	Cogestion	DPAE Cibitoke	Ministère déconcentré	AE relatif à la production de 2.200.000 plants forestiers saison 2013-2014 dans la province Cibitoke-PAIOSA/ VDEVA - ANTENNE IMBO/47/2013.	Projet	Paiement direct des factures		01/05/13	01/05/13	31/12/13	BIF	11.400.000	1.500.000

7 Équipements

Type d'équipement	Coût		Date de livraison		Remarques
	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	
TOYOTA PRADO	20 000,00	28 109,00	Q2 2010	16-juil-10	
TOYOTA PRADO	20 000,00	28 109,00	Q2 2010	16-juil-10	
TOYOTA Hilux Double Cabine	24 094,00	24 094,00	Q2 2010	16-juil-10	
Moto DT 175 YAMAHA	0,00	3 306,31	Q3 2011	04-juil-11	Moto ATJ non prévu dans le budget initial
PC HP G60-535DX	8 000,00	735,95	Q2 2010	28-avr-10	
PC HP elitebook 8530p		906,68	Q2 2010	05-juil-10	
PC HP elitebook 8530p		906,68	Q2 2010	05-juil-10	
PC HP elitebook 8530p		906,68	Q2 2010	05-juil-10	
PC HP elitebook 8530p		906,68	Q2 2010	05-juil-10	
PC HP elitebook 8530p		906,68	Q2 2010	05-juil-10	
PC HP elitebook 8530p		906,68	Q2 2010	05-juil-10	
PC HP elitebook 8530p		906,68	Q2 2010	05-juil-10	
Multifonction brother DCP7045N	3 000,00	456,96	Q4 2010	06-déc-10	
Multifonction brother DCP7045N		456,96	Q4 2010	06-déc-10	
Multifonction brother DCP7045N		456,96	Q4 2010	06-déc-10	
Multifonction brother DCP7045N		456,96	Q4 2010	06-déc-10	
Micro ordinateur ACER et écran TF17"		784,55	Q4 2010	06-déc-10	
Stabilisateurs 2000 VA		662,93	Q4 2010	06-déc-10	
Laptops et accessoires		670,00	Q2 2011	26-déc-11	
Laptops et accessoires		670,00	Q2 2011	26-déc-11	
Disque dur externe 250GB		153,89	Q2 2011	19-sept-12	
Bureau de travail	6 000,00	185,95	Q2 2010	19-mai-10	
Bureau de travail		185,95	Q2 2010	19-mai-10	
Bureau de travail		185,95	Q2 2010	19-mai-10	
Bureau de travail		185,95	Q2 2010	19-mai-10	
Bureau de travail		185,95	Q2 2010	19-mai-10	
Bureau de travail		185,95	Q2 2010	19-mai-10	
Bloc fixe de 3 tiroirs à clés		77,29	Q2 2010	19-mai-10	
Bloc fixe de 3 tiroirs à clés		77,29	Q2 2010	19-mai-10	

Type d'équipement	Coût		Date de livraison		Remarques
	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	
Bloc fixe de 3 tiroirs à clés		77,29	Q2 2010	19-mai-10	
Bloc fixe de 3 tiroirs à clés		77,29	Q2 2010	19-mai-10	
Bloc fixe de 3 tiroirs à clés		77,29	Q2 2010	19-mai-10	
Bloc fixe de 3 tiroirs à clés		77,29	Q2 2010	19-mai-10	
Retour simple (4 niveaux de rangement)		94,78	Q2 2010	19-mai-10	
Retour simple (4 niveaux de rangement)		94,78	Q2 2010	19-mai-10	
Retour simple (4 niveaux de rangement)		94,78	Q2 2010	19-mai-10	
Retour simple (4 niveaux de rangement)		94,78	Q2 2010	19-mai-10	
Retour simple (4 niveaux de rangement)		94,78	Q2 2010	19-mai-10	
Etagère à 5 niveaux de rangement d'un côté		170,67	Q2 2010	19-mai-10	
Etagère à 5 niveaux de rangement d'un côté		170,67	Q2 2010	19-mai-10	
Etagère à 5 niveaux de rangement d'un côté		170,67	Q2 2010	19-mai-10	
Etagère à 4 niveaux de rangement d'un côté		140,15	Q2 2010	19-mai-10	
Etagère à 4 niveaux de rangement d'un côté		140,15	Q2 2010	19-mai-10	
Etagère à 4 niveaux de rangement d'un côté		140,15	Q2 2010	19-mai-10	
Etagère à 4 niveaux de rangement d'un côté		140,15	Q2 2010	19-mai-10	
Etagère à 3 niveaux de rangement d'un côté		121,93	Q2 2010	19-mai-10	
Etagère à 3 niveaux de rangement d'un côté		121,93	Q2 2010	19-mai-10	
Etagère à 3 niveaux de rangement d'un côté		121,93	Q2 2010	19-mai-10	
Etagère à 5 niveaux avec 2 portes battantes pour les 3 niveaux inférieurs		230,30	Q2 2010	19-mai-10	
Etagère à 5 niveaux avec 2 portes battantes pour les 3 niveaux inférieurs		230,30	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuils bas, tissu, accoudoirs et roulettes		106,99	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuils bas, tissu, accoudoirs et roulettes		106,99	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuils bas, tissu, accoudoirs et roulettes		106,99	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuils bas, tissu, accoudoirs et roulettes		106,99	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuils bas, tissu, accoudoirs et roulettes		106,99	Q2 2010	19-mai-10	
Table de conférence ovale		304,70	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuil visiteur en cuir		68,06	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuil visiteur en cuir		68,06	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuils visiteurs en cuir		68,06	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuils visiteurs en cuir		68,06	Q2 2010	19-mai-10	

Type d'équipement	Coût		Date de livraison		Remarques
	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	
Fauteuils visiteurs en cuir		68,06	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuils visiteurs en cuir		68,06	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuils visiteurs en cuir		68,06	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuil visiteur en cuir		68,06	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuil visiteur en cuir		68,06	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuil visiteur en cuir		68,06	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuil visiteur en cuir		68,06	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuil visiteur en cuir		68,06	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuil visiteur en cuir		68,06	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuil visiteur en cuir		68,06	Q2 2010	19-mai-10	
Fauteuil visiteur en cuir		68,06	Q2 2010	19-mai-10	
Multifonctionnel Laser Jet H.P 5035	14 000,00	4 582,61	Q2 2010	21-juin-10	
Centrale téléphonique IPB DIGIUM AA50S844B		930,92	Q2 2010	21-juin-10	
Vidéo Projecteur SONY VPL-EWS		4 869,43	Q2 2010	21-juin-10	
Onduleur INFOSEC E3 2000 VA		482,34	Q2 2010	21-juin-10	
Poste téléphonique Matra 5Li		840,44	Q2 2010	21-juin-10	
Coffre fort		507,35	Q3 2010	04-oct-10	
Coffres fort		507,35	Q3 2010	04-oct-10	
Appareil téléphonique portable		21,18	Q3 2010	04-oct-10	
Camera sony, carte mémoire et pochette		225,47	Q3 2010	27-oct-10	
Bureau en L comprenant: 1 table de 140*60*75 cm + 1connection 60*60 cm + 1 retour de 80*60 + 1bloc de 3 tiroirs à clés	5 000,00	244,55	Q3 2010	03-août-11	
Bureau en L comprenant: 1 table de 140*60*75 cm + 1connection 60*60 cm + 1 retour de 80*60 + 1bloc de 3 tiroirs à clés		244,55	Q3 2010	03-août-11	
Bureau en L comprenant: 1 table de 140*60*75 cm + 1connection 60*60 cm + 1 retour de 80*60 + 1bloc de 3 tiroirs à clés		244,55	Q3 2010	03-août-11	
Tables simples de 120*60*75 cm		79,44	Q3 2010	03-août-11	
Tables simples de 120*60*75 cm		79,44	Q3 2010	03-août-11	
Tables simples de 120*60*75 cm		79,44	Q3 2010	03-août-11	
Tables simples de 120*60*75 cm		79,44	Q3 2010	03-août-11	

Type d'équipement	Coût		Date de livraison		Remarques
	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	
Tables simples de 120*60*75 cm		79,44	Q3 2010	03-août-11	
Etagères ouverte à 5 niveaux pour 50 classeurs. D 210*80*45cm		144,69	Q3 2010	03-août-11	
Etagères ouverte à 5 niveaux pour 50 classeurs. D 210*80*45cm		144,69	Q3 2010	03-août-11	
Etagères ouverte à 5 niveaux pour 50 classeurs. D 210*80*45cm		144,69	Q3 2010	03-août-11	
Etagères ouverte à 5 niveaux pour 50 classeurs. D 210*80*45cm		144,69	Q3 2010	03-août-11	
Etagères ouverte à 5 niveaux pour 50 classeurs. D 210*80*45cm		144,69	Q3 2010	03-août-11	
Etagères ouverte à 5 niveaux pour 50 classeurs. D 210*80*45cm		144,69	Q3 2010	03-août-11	
Etagères ouverte à 5 niveaux pour 50 classeurs. D 210*80*45cm		144,69	Q3 2010	03-août-11	
Etagères ouverte à 5 niveaux pour 50 classeurs. D 210*80*45cm		144,69	Q3 2010	03-août-11	
Etagères ouverte à 5 niveaux pour 50 classeurs. D 210*80*45cm		144,69	Q3 2010	03-août-11	
Etagères ouverte à 5 niveaux pour 50 classeurs. D 210*80*45cm		144,69	Q3 2010	03-août-11	
Haute armoire à 2 portes battantes à clés pour 50 classeurs. D 210*80*45		218,45	Q3 2010	03-août-11	
Haute armoire à 2 portes battantes à clés pour 50 classeurs. D 210*80*45		218,45	Q3 2010	03-août-11	
Haute armoire à 2 portes battantes à clés pour 50 classeurs. D 210*80*45		218,45	Q3 2010	03-août-11	
Meuble bas à 2 portes battantes à clés. D 80*80*45 cm		122,62	Q3 2010	03-août-11	
Meuble bas à 2 portes battantes à clés. D 80*80*45 cm		122,62	Q3 2010	03-août-11	
Meuble bas à 2 portes battantes à clés. D 80*80*45 cm		122,62	Q3 2010	03-août-11	
Fauteuil secrétaire avec le dossier réglable et accoudoirs (rouge)		76,60	Q3 2010	03-août-11	
Fauteuil secrétaire avec le dossier réglable et accoudoirs (rouge)		76,60	Q3 2010	03-août-11	
Fauteuil secrétaire avec le dossier réglable et accoudoirs (rouge)		76,60	Q3 2010	03-août-11	

Type d'équipement	Coût		Date de livraison		Remarques
	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	
Chaise visiteurs en structure métallique en tissu (noir)		56,74	Q3 2010	03-août-11	
Chaise visiteurs en structure métallique en tissu (noir)		56,74	Q3 2010	03-août-11	
Chaise visiteurs en structure métallique en tissu (noir)		56,74	Q3 2010	03-août-11	
Chaise visiteurs en structure métallique en tissu (noir)		56,74	Q3 2010	03-août-11	
Chaise visiteurs en structure métallique en tissu (noir)		56,74	Q3 2010	03-août-11	
Chaise visiteurs en structure métallique en tissu (noir)		56,74	Q3 2010	03-août-11	
Chaise visiteurs en structure métallique en tissu (noir)		56,74	Q3 2010	03-août-11	
Chaise visiteurs en structure métallique en tissu (noir)		56,74	Q3 2010	03-août-11	
Chaise visiteurs en structure métallique en tissu (noir)		56,74	Q3 2010	03-août-11	
Chaise visiteurs en structure métallique en tissu (noir)		56,74	Q3 2010	03-août-11	
Haute armoires à 2 portes battantes à clés pour 50 classeurs. D 210*80*45		209,94	Q3 2010	03-août-11	
Haute armoires à 2 portes battantes à clés pour 50 classeurs. D 210*80*45		209,94	Q3 2010	03-août-11	

8 Cadre logique original tiré du DTF :

Objectif global : « Contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations de la province de Cibitoke ».

Objectif spécifique	Indicateurs	Moyens de Vérification	Hypothèses
« Les productions agricoles dans la province de Cibitoke sont augmentées et valorisées ».	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction de l'insécurité alimentaire - Nombre d'unités de transformation - Recettes communales liées à l'agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> - Données DPAE - Budgets communaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Stabilité politique, sociale et économique au niveau national et de la province. - Climat favorable.

Résultats	Indicateurs	Moyens de Vérification	Hypothèses
Résultat 1 : La DPAE est renforcée pour remplir ses mandats régaliens et de services publics.			
<u>Résultat 1.1:</u> La DPAE dispose de moyens pour l'exécution de ses mandats	<ul style="list-style-type: none"> - Présence effective des agents sur leur lieu de travail - Budget de fonctionnement disponible / consommé 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel DPAE - Fiche de procédures pour les primes 	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation efficace et transparente des moyens disponibles - Volonté institutionnelle et individuelle de mettre en œuvre la SAN dans la province - Niveau de rémunération (y compris primes) suffisamment attractifs
<u>Résultat 1.2:</u> Les capacités de la DPAE à exécuter ses missions telles que définies dans la SAN sont améliorées.	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un plan visant à opérationnaliser la SAN dans la province, compris et mis en œuvre par les agents. - Outils méthodologiques et pédagogiques disponibles et adaptés 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel DPAE - Rapport de consultance - Interview des agents - Plan de formation - Rapport annuel DPAE 	<ul style="list-style-type: none"> - Acceptation de la vision qui pourrait être contradictoire avec des intérêts personnels ou institutionnels
<u>Résultat 1.3:</u> Les expériences locales sont capitalisées	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'ateliers / de réunions de réflexion au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel DPAE - Rapport annuel PAI 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté institutionnelle et individuelle de mettre en œuvre la SAN dans la province - Les autres acteurs collaborent - Absence de rotation de personnel
<u>Résultat 1.4:</u> Les fonctions productives et commerciales de la DPAE sont transférées à des acteurs privés	<ul style="list-style-type: none"> - Transfert effectif 	<ul style="list-style-type: none"> - Contrats avec acteurs privés 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté institutionnelle au niveau national de mettre en œuvre la SAN
Résultat 2 : Emergence d'une professionnalisation agricole.			
<u>Résultat 2.1:</u> L'alphabétisation des paysans, et en particulier des femmes, est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de participants terminant le cycle - Contributions des apprenants au prix du service 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel CDF - Interview de néo-alphabétisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Le contexte économique et social est favorable à la valorisation des compétences acquises au profit d'activités économiques ou sociales au sein d'OP

Résultats	Indicateurs	Moyens de Vérification	Hypothèses
<u>Résultat 2.2:</u> Les leaders paysannes sont renforcées et un réseau est mis en place	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de leaders paysannes actives - Existence d'un réseau de leaders paysannes 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel CDF - Interview de leaders paysannes et de femmes - Rapport de prestation ONG 	<ul style="list-style-type: none"> - Le contexte social est favorable à l'affirmation des femmes - Le contexte économique et social est favorable à la valorisation des compétences acquises au profit d'activités économiques ou sociales au sein d'OP
<u>Résultat 2.3:</u> Les associations et groupements sont renforcés	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'organisations « fonctionnelles » par filière ou en voie de le devenir. - Nombre de membres de ces OP, ratio genre 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de prestation ONG - Rapport annuel CAI - Interview OP - Dispositif de suivi évaluation mis en place par le CAI 	<ul style="list-style-type: none"> - L'environnement économique et institutionnel est favorable - Les OP sortent des logiques de captation de l'aide
Résultat 3 : Des initiatives économiques privées se développent au sein de chaînes de valeurs.			
<u>Résultat 3.1 :</u> Les centres d'appui aux initiatives sont installés et fonctionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de fréquentation - Contribution effective au paiement des services - Nombre d'OP actives dans le CAI 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel CAI - Interview OP - Interview MANE - Enquête de satisfaction 	<ul style="list-style-type: none"> - Les OP comprennent l'approche CAI et se l'approprient
<u>Résultat 3.2 :</u> Des initiatives économiques au sein de chaînes de valeurs sont appuyées	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de projets appuyés dans les filières, ratio genre - Nombre de partenariats d'affaires - Nombre de personnes formées, ratio genre 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel CAI - Interview OP - Interview communes 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté de collaboration entre acteurs - Contexte économique et politique favorable
<u>Résultat 3.3. :</u> La structuration des filières est amorcée	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de filières ayant mis en place des mécanismes de concertation réguliers 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel CAI - Interview OP, privées, communes - PV des réunions 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté de collaborer entre les acteurs - Le cadre légal est favorable à la concertation au sein des filières
<u>Résultat 3.4. :</u> L'offre de produits financiers accessibles aux producteurs ruraux est améliorée.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de membres, ratio genre - Nbre de crédits, encours moyens PAR 30 jours. - Volume de crédits accordés par les IMF et taux de remboursement 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel CAI - Rapport annuel IMF 	<ul style="list-style-type: none"> - Contexte économique et politique favorable
Résultat 4 : Des infrastructures et aménagements publics / collectifs sont mis en place ou réhabilités, transférés aux usagers et en voie de viabilisation.			
<u>Résultat 4.1. :</u> Une action pilote de réhabilitation / extension de périmètres irrigués est menée et capitalisée	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'instances de concertation - Enoncé clair et connu des mandats des acteurs - Superficie aménagée / réhabilitée 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel du projet - Rapports des communes et de la DPAE - PV de réunions de concertation 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté de concertation - Existence d'une décision politique - Contrôle des situations de rente - Des critères technico-économiques orientent les choix et non des critères politiques - Maîtrise des aspects fonciers

Résultats	Indicateurs	Moyens de Vérification	Hypothèses
Résultat 4.2. : Des mesures de protection de l'environnement sont prises	<ul style="list-style-type: none"> - Ha de plantation - Mètre linéaire ou superficie d'aménagement anti-érosif 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel du projet - Rapport des communes 	<ul style="list-style-type: none"> - Condition climatiques favorables
Résultat 4.3 : Les centres semenciers et vétérinaires sont transférés aux usagers et viabilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de centres réhabilités - Contrat de transfert avec les OP - Reconnaissance des OP / privés comme producteurs de semence - Quantité de semences produites et commercialisées sous label 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport des OP / privés - Rapport annuel de la DPAE 	<ul style="list-style-type: none"> - Des critères technico-économiques orientent les choix et non des critères politiques

9 Matrice de monitoring complète

La matrice ci-dessous reprend la matrice présentée au point 2.1.

Les données et analyses des outputs 2 et 3 concernent la période du 15 février 2010 au 31 janvier 2013 excepté pour les indicateurs relatifs à l'alphabétisation des adultes (activité qui s'est prolongée durant l'année 2013).

La situation de référence (base line) n'a pas été établie en début de projet (voir SMCL N° 2 du 18 février 2011 - modification budgétaire).

Le budget de la base line a été transféré à la ligne budgétaire "Appui aux OP".

La base line est dorénavant confiée au PAIOSA.

Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Situation / réalisé 2012	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
IMPACT : Contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations de la Province de Cibitoke par l'augmentation et la valorisation des productions agricoles et d'élevage					
Taux d'insécurité alimentaire dans la province Cibitoke	NA	37,6 % dont ménages dirigés par : Ho : 34,8 % Fe : 44,6 %	31,6 %	31,2 % dont ménages dirigés par : Ho : 29,6 % Fe : 35,6 %	Source : enquêtes de référence PAIOSA 2012 et 2016 Toutes les productions ont progressé de manière significative entre 2012 et 2015
Proportion de ménages qui estiment que leurs revenus ont augmenté depuis la mise en œuvre du programme dans la province de Cibitoke	NA	63,0 % dont ménages dirigés par : Ho : 70,5 % Fe : 45,1 %	100 %	41,0 % dont ménages dirigés par : Ho : 42,3 % Fe : 37,3 %	Source : enquêtes de référence PAIOSA 2012 et 2016 Principalement les ménages qui travaillent sur le réseau d'irrigation
Indice de satisfaction des membres des OP pour les services rendus par leurs OP	NA	64,7 %	70,7 %	80,5 %	Source : enquêtes de référence PAIOSA 2012 et 2016. Indice de satisfaction = proportion de ménages « Satisfait / S » + « Très satisfait / TS » en % Les membres concernés sont essentiellement des paysans appartenant à des OP des filières riz et maïs.
OUTCOME : Les productions agricoles de la Province de Cibitoke sont augmentées et valorisées					
Taux annuel d'augmentation de la production agricole et animale dans la province Cibitoke	NA	NA	10 %	Vivrier = 12,6 % Légumes = 15,6 %	Estimations DPAE Cibitoke basées sur l'évolution des productions annuelles entre 2012 et 2015 (vivrier : maïs + haricot + manioc + banane + riz ; légumes : tomate + oignon + aubergine) Les interventions sur le réseau d'irrigation en vue de le maintenir fonctionnel se sont avérées payantes vu l'augmentation des productions, surtout de riz et de légumes (en saison sèche)
Proportion d'entrepreneurs ou d'OP agricoles ou para-agricoles dont le chiffre d'affaire augmente	NA	46,2 %	56,2 %	82,8 %	Source : enquêtes de référence PAIOSA 2012 et 2016

Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Situation / réalisé 2012	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
OUTPUT 1 : La DPAA est renforcée pour remplir ses mandats régaliens et de services publics					
Degré d'efficacité de la DPAA à assurer ses fonctions régaliennes	NA	NA	100 %	95 %	
Proportion de techniciens / agents DPAA dotés de moyens de déplacement et informatiques pour remplir leurs missions	NA	82,7 % dotés de moyens de déplacement 88,9 % dotés de moyens informatiques	100 %	90 %	Le Directeur et ses 6 chefs de services, 22 techniciens communaux et 132 moniteurs agricoles disposent de moyens de déplacement et sont sur le terrain
Budget de fonctionnement disponible / consommé par la DPAA	NA	46.624 € consommé par la DPAA	NA	108.600 € (Cib) 21.400 € (Bub)	Pour les années 2011 et 2012: 46.624 € consommés par DPAA Cibitoke Pour les années 2013 à 2015: 108.600 € consommés par DPAA Cibitoke et 21.400 € consommés par DPAA Bubanza Soit un total pour les 2 DPAA de 2011 à 2015 inclus: 176.624 € La cible finale n'étant pas un budget disponible mais plutôt que tous les moyens nécessaires soient disponibles. Ce qui a été le cas
Degré d'efficacité de la DPAA à assurer ses activités de planification, programmation, coordination et suivi-évaluation au niveau provincial	NA	NA	100 %	74 %	Source : fiche de suivi VAIM 2015
Nombre d'ouvrages publics réhabilités et équipés (bureaux Provinciaux, communaux,...)	NA	+/- 40 %	100 %	100 %	En termes de baseline, tous les bâtiments de la DPAA étaient en mauvais état, les bureaux communaux DPAA n'existaient pas. - Bureaux Provinciaux de la DPAA réhabilités (4 bâtiments) - 1 bâtiment construit pour abriter agents du PADAP (4 bureaux) - Réhabilitation du logement du DPAA (propriété de la DPAA) - Construction de 2 guérites pour contrôle des entrées et sorties de l'enceinte de la DPAA - Construction d'un mur d'enceinte en briques et barbelés autour de la DPAA (400 mètres) - Réhabilitation de 6 bureaux communaux (comprenant chacun 2 bâtiments) - Construction d'un bâtiment abritant 3 bureaux communaux DPAA Rugombo. - Fourniture et construction d'un abri pour le groupe électrogène DPAA Cibitoke - Fourniture et installation antenne internet DPAA Cibitoke et Bubanza Les travaux de réhabilitation de la DPAA Bubanza (6 bâtiments), des bureaux communaux de Mpanda et Gihanga, de construction d'une salle de réunion ont été suspendus (suspension de l'appui institutionnel fin 2015)
Nombre de bureaux équipés (mobilier)	NA	NA	100 %	50 %	Le mobilier des bureaux communaux n'a pas pu faire l'objet d'AO à cause de la dégradation de la sécurité et ensuite de la décision fin 2015 de suspendre l'appui institutionnel
Le diagnostic de la DPAA est réalisé et approuvé par la DPAA	NA	100 %	100 %	100 %	Le rapport relatif à la DPAA Cibitoke étant approuvé, un avenant a été proposé au consultant pour réaliser le Diagnostic de la DPAA Bubanza qui a été approuvé et est

Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Situation / réalisé 2012	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
					disponible
Le plan de formation est élaboré par la DPAE avec l'appui du PADAP	NA	0 %	100 %	85 %	85 % des agents de la DPAE ont bénéficié d'une formation. Le plan de formation destiné aux agents des DPAE de Cibitoke et Bubanza a été confié au PAIOSA (pool)
Proportion des agents de la DPAE formés par rapport au plan de formation élaboré	NA	85,9 % agents de la DPAE formés mais plan de formation pas finalisé	100 %	NA	
Existence d'un plan visant à opérationnaliser la SAN dans la province	NA	0 %	100 %	100 %	Le plan Provincial a été élaboré avec l'appui du PAIOSA
Existence d'un plan de retrait progressif des fonctions productives et commerciales de la DPAE	NA	0 %	100 %	66 %	Les productions de semences de 2 centres semenciers sur 3 sont assurées par des associations de producteurs (sorgho, maïs et Manioc à Karurama, pommes de terre à Mirudi). Le centre semencier de Mparambo (maïs) est toujours géré par la DPAE.
OUTPUT 2 : Emergence d'une professionnalisation agricole					
Degré d'efficacité des OPA	NA	NA			<i>Données issues du rapport annuel 2012</i>
Taux de participants « alphabétisation » terminant le cycle	NA	4 048 participants			<i>A partir de 2013, les activités prévues dans le cadre du présent résultat ont été confiées au volet VDEVA du PAIOSA et sont à réaliser sur financement PAIOSA</i>
% de femmes terminant le cycle	NA	2 916 participantes			
Nombre de femmes qui participent dans les comités exécutifs	NA	65 femmes			
Proportion de femmes participant dans les comités exécutifs ayant bénéficié de formations	NA	24 %			
Nombre d'organisations « fonctionnelles » par filière ou en voie de le devenir	NA	Riz = 14 Maïs = 22 Banane = 3 Miel = 43 Thé = 36			
Nombre d'OP ayant bénéficié de formations en gestion et comptabilité	NA	136			
Taux de membres par OP ayant bénéficié d'une formation en gestion et comptabilité	NA	49 %			
OUTPUT 3 : Des initiatives économiques privées se développent au sein de chaînes de valeurs					
Quantité d'engrais vendus par les acteurs privés	NA	NA			<i>Données issues du rapport annuel 2012</i>
Quantité de semences vendues par les acteurs privés	NA	NA			<i>A partir de 2013, les activités prévues dans le cadre du présent résultat ont été confiées au volet VDEVA du PAIOSA (sous forme notamment des FIF, appui aux</i>
Nombre d'agriculteurs formés sur les techniques agricoles	NA	653			

Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Situation / réalisé 2012	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Proportion des femmes formées	NA	28 %			OPA et les Champs écoles paysan) et à réaliser sur financement PAIOSA
Volume des produits agricoles transformés dans la province Cibitoke au travers des équipements fournis par le projet	NA	Pas encore d'équipement fournis			
Taux de micro-projets financés économiquement viables après 1 an	NA	80 % (15 micro-projets)			
Nombre de filières ayant mis en place des mécanismes de concertation réguliers	NA	3 (riz, miel et thé)			
Taux de satisfaction sur le respect des relations contractuelles orales ou écrites entre les acteurs des filières	NA	78,8 %			
Evolution du prix de l'unité de riz, du maïs, de la banane et du lait aux différents maillons de la filière	NA	Prix moyen marchés de Cibitoke : 1.270 Fbu/kg riz blanc 448 Fbu/kg maïs grain 904 Fbu/kg maïs farine 379 Fbu/kg banana à cuire 967 Fbu/l lait			
Taux de satisfaction des consommateurs par rapport à la qualité des produits des filières ciblées	NA	NA			
Volume de crédits accordés par les IMF et les banques	NA	NA			
Proportion des ménages bénéficiant du système de micro-crédit	NA	NA			
OUTPUT 4 : Des infrastructures et aménagements publics / collectifs sont mis en place ou réhabilités, transférés aux usagers et en voie de viabilisation					
Etude APS (avant-projet sommaire) complète réalisée sur tout le réseau d'irrigation	NA	En cours	100 %	100 %	Construction et réception de la prise unique sur la rivière Nyamagana (5,5 m ³ /s pour irrigation de +/- 3.000 ha). Nombreuses autres infrastructures publiques liées à l'irrigation réhabilitées : voir point 2.2.3
Superficie réhabilitée et dominée (riziculture) grâce aux travaux de remise en fonction du réseau d'irrigation du périmètre irrigué des communes Rugombo et Buganda	NA	NA	NA	240 ha	Les canaux 1 et 7 ont fait l'objet de travaux de remise en fonction en 2012-2013. Les prises 2 et 4 du réseau ont fait l'objet de réhabilitation sur une longueur de 13.200 m + réhabilitation des prises P2 sur la Nyakagunda et P4 sur la Nyamagana. Ces travaux ont permis de remettre en irrigation 240 ha environ.
Superficies maintenues irrigables par l'entretien annuel des canaux primaires	NA	NA	NA	281 ha	Les travaux de curage et mise au gabarit de 70 kms des canaux principaux et des drains collecteurs. Ces travaux ont été effectués annuellement en saison sèche de 2011 à 2015 inclus.

Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Situation / réalisé 2012	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre de personnes participant aux formations initiales ou voyage d'études	NA	17 producteurs de riz	600	+/- 500 personnes	
Nombre de mètres linéaires d'aménagements anti-érosif	NA	76.330	125.000 (estimation)	+/- 110.000	
Nombre de plants produits et distribués dans le cadre de la lutte anti-érosive	NA	2.013.280 plants produits	7.750.000	+/- 6.220.000	Taux de reprise en pépinière estimé à 80 %
Nombre d'ha de plantation	NA	98,3	2.000	+/- 1.800	Taux de reprise après plantation estimé à 50 %
Chiffre d'affaire de la coopérative ABAJAMUGAMBI suite à la construction des infrastructures PADAP : hangar de stockage + local décortiqueuse + aire de séchage	NA	NA	NA	2013 (5 mois) : 32.057.780 FBu 2014 : 98.060.728 FBu 2015 : 68.341.290 FBu	Chiffre d'affaire = recettes transformation + vente de son de riz A noter que ces recettes ont généré un bénéfice cumulé de 103.951.758 FBu et qu'en 2015, grâce à ses bénéficiaires, la coopérative a construit sur fonds propres un second hangar de stockage d'une capacité de 150 tonnes
Nombre de centres réhabilités (semenciers et vétérinaires)	NA	9 centres vétérinaires en cours de réhabilitation	12	12	9 centres vétérinaires et 3 centres semenciers
Nombre de contrats de transfert avec les OP/opérateurs privés passés	NA	Non réalisé	12	11	Les 9 centres vétérinaires et 2 centres semenciers sont gérés par des associations, et 1 par la DPAE
% de contrats correctement exécutés	NA	Non réalisé	100 %	NA	
Volume de semences commercialisées sous le label (marketing) par les organisations professionnelles	NA	NA		0	La certification des semences doit être donnée par l'ONCCS, mais collaboration insuffisante avec la DPAE et les associations.
Nombre de bovins vaccinés	NA	Brucellose : 4.000 charbon : 2.990		Brucellose : 4.000 charbon : 2.990	Pas de vaccinations planifiées après 2012

NB : La situation de référence (baseline) n'a pas été établie en début de projet PADAP. Cette situation a été précisée par la suite, en 2012, dans le cadre du démarrage du programme PAIOSA.

10 Outils et produits

SYNTHESE DES REALISATIONS du PADAP CIBITOKÉ

Résultat 1. La DPAE est renforcée pour remplir ses mandats régaliens

Le PADAP Cibitoke a participé au renforcement de la DPAE pour remplir ses fonctions régaliennes et de services publics par les actions suivantes:

- Réhabilitation et construction de bâtiments de la DPAE
- Installation et fonctionnement d'un groupe électrogène
- Fourniture de matériel bureautique et informatique
- Fourniture et fonctionnement matériel roulant
- Accès à la téléphonie mobile et à internet

Le PADAP Cibitoke a financé la réhabilitation de 3 centres semenciers), Les centres semenciers de Mirudi et Karurama ont été transférés à des associations de producteurs, celui de Mparambo est toujours géré par la DPAE

Résultat 2. Emergence d'une professionnalisation agricole.

- Alphabétisation fonctionnelle des adultes: 8.000 apprenants alphabétisés dans le cadre d'une convention avec la Direction Nationale de l'Alphabétisation
- Dans le cadre du renforcement des OPA, 600 OP ont été identifiées dont la grosse majorité est attentiste ; 69 d'entre elles ont été retenues pour faire l'objet d'un renforcement de capacités avec l'appui du PADAP
- Le dossier Technique de travaux de construction d'une salle de réunion pour les OP du réseau d'irrigation est finalisé et disponible

Résultat 3. Des initiatives se développent au sein des chaînes de valeur.

Décision de réorienter l'installation des Centres d'Appui aux Initiatives (CAI) vers l'appui aux OPA., Dans le cadre de l'appui à apporter aux initiatives économiques, le PADAP est intervenu dans les filières suivantes:

THE: appui à la Fédération des théiculteurs du complexe de Buhoro

BANANE: dans le cadre d'une convention avec ADISCO et CIALCA, Mis en en place de 20 champs mères avec plus de 24.000 plants issus de la culture in-vitro

RIZ: introduction de la petite mécanisation (motoculteurs) et de la mise en pratique de la technique UDP (engrais en briquettes). Accord de Financement (FIF) pour la construction de 3 hangars et fourniture d'une décortiqueuse.

LAIT: Identification, estimation besoins de 3 associations

MAÏS: Identification et estimation des besoins de 20 associations

TOMATE: Renforcement des capacités de l'association coopérative "ITEKA KURIBOZE" : identification de leurs besoins, appui du PADAP en engrais et produits phytosanitaires

Dans le cadre de l'amélioration des produits financiers:

- Identification des IMF présentes dans la Province de Cibitoke
- Etude sur la micro-finance en province Cibitoke.
- Appui à l'IMF "COOSPEC" de Cibitoke (matériel informatique et formation des agents de crédit)

Résultat 4. Des infrastructures publiques sont transférées aux usagers.

Accompagnement des acteurs locaux pour gérer l'eau et les infrastructures du réseau:

- Etude sur la concertation entre les acteurs finalisée
- Identification et situation de 3300 familles d'irrigants sur le réseau (Collectif CACERISE)
- Un DAO relatif à une consultance sur la gestion de l'eau (initié sur PADAP) est prêt à être lancé.

Dans le cadre de la réhabilitation / extension des périmètres irrigués de l'Imbo:

- Etudes pour la réhabilitation du réseau finalisées sur 3.000 ha.
- Construction d'une nouvelle prise pour l'irrigation d'une superficie d'environ 3.000 ha
- Réhabilitation de 2 canaux et de 2 prises (augmentation de la superficie irrigable de 240 ha
- Curage annuel et remise au gabarit de 70 kms de canaux primaires (maintien de 281 ha irrigables)
- travaux d'urgence 2014-2015: Augmentation de 336 ha de superficie irrigable.

Réhabilitation infrastructures publiques:

- Réhabilitation de 9 centres vétérinaires et 3 centres semenciers

Aménagement des bassins versants et lutte contre l'érosion:

- Production de plus de 1,5 millions de plants forestiers/an
 - initiation à la gestion mixte des boisements communaux
-